



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2019-10-1/2019-10-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mardi 1^{er} octobre.

Une motion de défiance contre le gouverneur et le vice-gouverneur du Kongo-Central. André Masumbu Baya, auteur de la motion, veut nécessairement obtenir le départ de deux dirigeants de cette province après le scandale sexuel qui a impliqué le vice-gouverneur. Il a par ailleurs demandé aux deux autorités d'« apprendre la culture Kongo et ne pas faire des aventures à la tête de la province. » La majorité des députés provinciaux réunis en plénière mardi 24 septembre à Matadi avait voté contre le réquisitoire du Procureur général près la Cour de cassation. Ce réquisitoire demandait l'autorisation des députés provinciaux pour poursuivre le gouverneur Atou Matubuana, parce que le Procureur était convaincu que ce dernier était à la base du récent scandale sexuel impliquant le vice-gouverneur et une assistante du gouverneur.

Meurtre des experts de l'ONU : Vincent Manga revient sur ses déclarations mettant en cause le colonel Mambweni. Après avoir longtemps nié avoir été présent à Moyo Musuila le jour de l'exécution des experts de l'ONU, Vincent Manga avait fini par le reconnaître devant le tribunal militaire de Kananga. Devant la même juridiction, il avait affirmé que Jean Bosco Mukanda- un autre prévenu poursuivi dans ce dossier- venait à Kananga pour obtenir des munitions pour la milice auprès du colonel Mambweni- seul officier de l'armée accusé du meurtre de Zaida Catalan et Michael Sharp, tués en mars 2017 au Kasai. Au cours de l'audience de lundi 30 septembre, le prévenu est revenu sur ces déclarations. Vincent Manga affirme que ces propos lui ont été dictés par l'avocat qui l'assistait en ce moment-là, Me Trésor Kabangu. Selon Vincent Manga, l'avocat lui disait que ce dossier était un business. « La Cour vérifiera à charge de Me Trésor. Et s'il s'avère que c'est vrai, sachez que le ministère public est à la recherche des infractions », conclut le président de céans.

Nord-Kivu : des jeunes réunis au sein du Club RFI sensibilise la population sur la maladie à virus Ebola. Ils visent à amener toute la population à soutenir les activités de riposte à cette maladie. « Nous avons pu mettre sur pied une bande dessinée et un film court-métrage composé des théâtres participatifs, dans le cadre de sensibiliser la population sur la maladie à virus Ebola, les modes de prévention et de contamination, mais aussi l'appropriation communautaire qui est le socle de notre projet que nous menons sur quatre zones : Butembo, Beni, Goma et Nyiragongo », a expliqué Me Zacharie Bashwira, le représentant provincial de ce club des jeunes au Nord-Kivu. Il recommande l'observation des mesures d'hygiène et le respect des instructions de la riposte.

Les assemblées provinciales ouvrent les sessions consacrées à l'adoption des budgets des provinces. Dans la province de la Tshopo, la session parlementaire sera essentiellement consacrée à l'examen du budget 2019-2020. Mais à l'ouverture de la séance, le président de l'Assemblée a interpellé les gouvernants et les élus du peuple afin que chacun joue son rôle en vue d'atteindre le développement et l'émergence de la province. Au Kasai-Central, le président de l'assemblée provinciale

promet « un contrôle parlementaire drastique sur toutes les institutions provinciales ». Il a également exprimé la volonté de son institution à travailler pour apporter des solutions aux problèmes sociaux de la population. Au Maniema, la présidente de l'assemblée provinciale a tenu à rappeler qu'il est temps de passer aux actions pour répondre aux attentes de la population. Madame Gertrude Kitembo a ainsi appelé le gouvernement provincial à déposer un budget réaliste dans le délai légal. Elle a également appelé les parties prenantes au conflit de Salamabila à la responsabilité pour le retour d'une paix durable.

Kinshasa : début du contrôle des unités flottantes sur les cours d'eaux. Le ministre des Transports et Voies de communication a lancé lundi 30 septembre l'opération de contrôle et d'identification des barges, baleinières, bateaux, pirogues motorisées et toute autre unité flottante. Ce contrôle vise à débarrasser les ports du pays des unités flottantes non opérationnelles. L'opération sera ensuite étendue aux moyens de transports routier, ferroviaire et aérien.

Ituri : le président de l'assemblée provinciale pour des négociations avec le groupe armé Codeco pour rétablir la paix à Djugu. Le président de l'assemblée provinciale de l'Ituri a dressé un tableau sombre de la situation sécuritaire en Ituri et particulièrement dans le territoire de Djugu caractérisée par des tueries, de pillages et de déplacements de populations. Siméon Banga souligne quelques avancées significatives dans la recherche de la paix dans cette entité. Il évoque la libération la semaine dernière de sept otages dont cinq enfants et deux femmes par le groupe armé Codeco. Cela prouve, selon lui, la volonté de ces assaillants d'adhérer au processus de paix. Siméon Banga demande à l'exécutif provincial d'en profiter pour dialoguer avec les assaillants en vue d'obtenir leur reddition. Plusieurs observateurs soutiennent l'option de négociations pacifiques. Mais d'autres insistent sur l'opération militaire pour neutraliser les assaillants dans la zone.

Mambasa : des hommes armés attaquent une équipe de riposte contre Ebola à Biakato. Environ 30 hommes munis d'armes blanches et des fusils ont investi la localité de Biakato en territoire de Djugu, rapporte l'ONG de droit de l'homme Convention pour le développement des peuples forestiers (Codepef). Ces hommes armés « cherchent à venger la mort de l'infirmier qui est décédé de la maladie à virus Ebola au centre de traitement de Mangina ». Pour ces miliciens, cet agent de santé qui est leur frère a été tué volontairement par l'équipe de riposte. C'est grâce à l'intervention rapide de la police que la vie de ces gens a été épargnée. Cette situation inquiète la population de Biakato qui vit dans la peur.

Nord-Kivu : l'armée appelle les Maï-Maï opérant au Sud de Lubero à déposer les armes. « Ce qui se passe dans le Lubero, moi j'appelle ça un déficit de patriotisme. La grande difficulté pour l'armée ce que nous n'avons pas d'effectifs pour positionner, occuper chaque localité, chaque village avec un des bataillons. Les compatriotes comprennent que ça ne sert à rien de prendre les armes pour tuer leurs propres parents, pour voler les vaches de leurs propres parents, pour insécuriser leurs propres parents. Il y a un ennemi, un agresseur, un terroriste qui tue nos frères ici et nous devons concentrer nos efforts pour l'éradiquer et ça sera avec le concours de tout le monde », conseille le porte-parole des opérations Sokala I.

Kinshasa : le Synecat condamne l'arrêt de travail dans des écoles catholiques. Les enseignants de certaines écoles conventionnées catholiques de Kinshasa, dont le collège Boboto, observent un arrêt de travail depuis mardi 1er octobre. D'après eux, cette décision est liée aux difficultés engendrées par la mesure de la gratuité de l'enseignement de base. Mais, le Syndicat des enseignants catholiques (Synecat) condamne cet arrêt de travail, estimant que toute grève ou tout arrêt de travail est décrété par le syndicat au terme d'une assemblée générale et non par les écoles. Il a par ailleurs appelé le gouvernement à convoquer la commission paritaire pour tirer au clair les modalités de la gratuité de l'enseignement de base.

Lancement du projet « Ecole moderne » à Kinshasa. Le gouvernement provincial de Kinshasa a lancé mardi 1er octobre la campagne « Ecole moderne », en partenariat avec l'entreprise d'informatique INFOSET. Pour le ministre provincial près le gouverneur en charge de l'éducation, Charles Mbutamuntu Lwanga, il faut que la gestion des écoles puisse profiter de tous les avantages connus de l'ère numérique. « On va améliorer par exemple le système d'évaluation, même de paiement, et surtout combattre le vagabondage scolaire (...) Il était temps pour nous de mettre un système qui permettra de faire la traçabilité des mouvements des élèves ». Concrètement, chaque élève sera localisé et identifié au niveau de son école.

Mercredi 2 octobre.

François Grignon appelle au renforcement de partenariat entre la Monusco et le Parlement. Le soutien de la Monusco aux FARDC et l'action militaire pour protéger les populations civiles ne suffisent pas pour stabiliser la partie est du pays, a affirmé mardi 1er octobre au Palais du peuple, François Grignon, représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies pour la protection et les opérations. Selon lui, il faut trouver des solutions politiques et économiques pérennes dans ces régions où les conflits sont récurrents. « On a vraiment besoin de consolider notre partenariat avec le Parlement

pour pouvoir aller de l'avant d'un point de vue du renforcement de la bonne gouvernance politique et de la gouvernance économique (...) Les solutions sont politiques et économiques. », a indiqué François Grignon.

Le minimum du budget annuel devrait être de 10 milliards USD, affirme Franck Diongo, président du parti politique Mouvement lumumbiste progressiste (MLP) « Le PIB de la RDC est de 57 milliards USD. La pression fiscale, le droit de l'Etat dans l'argent produit au Congo, est de 18%. Si nous prenons 18% de pressions fiscales sur les 57 milliards USD, nous avons un montant supérieur à 10 milliards USD. Donc le minimum du budget du Congo devrait être 10 milliards USD », calcule Franck Diongo. La loi des finances que propose le gouvernement pour l'exercice 2020 est de 7 milliards USD. Ce chiffre représente une augmentation de 14% par rapport au budget précédent. Ancien prisonnier à Makala, il a plaidé en faveur du respect des droits des prisonniers et à l'amélioration de leurs conditions. Selon les informations qu'il dit détenir, la prison de Makala compte à ce jour 12 000 détenus alors que sa capacité d'accueil est de 2 500.

Sud-Kivu : des commissions seront mises en place pour réfléchir sur la grève des enseignants. Le secrétaire provincial du Syndicat national des enseignants catholiques, Jacques Cirimwami, se dit encouragé par l'attention que les autorités ont accordée aux préoccupations des enseignants. « Ce qui nous a intéressé est le fait que l'autorité a compris que cette revendication est noble, et que les écoles ne pouvaient pas évoluer sans contribution locale (au niveau de province) pour encadrer les enseignants, jusque-là, non considérés », a-t-il affirmé.

Le Directeur général de la Miba limogé. Selon la lettre de Mgr Dieudonné Mbaya Tshiakany, président du conseil d'administration de la société, ce dernier a décidé du limogeage d'Albert Mukina Kanda Kanda lors de sa session du 25 au 27 septembre derniers. Le conseil d'administration « a fait le malheureux constat de vos limites et incohérences dans la gestion courante de la société et dans l'exécution de ses décisions, mettant ainsi la société dans des difficultés énormes de fonctionnement et dans l'impossibilité d'atteindre les objectifs assignés ». Selon la lettre, « les nombreux reproches et mises en garde » à M. Mukina « se sont avérés vains ». La Miba est possédée à 80% par l'Etat congolais et à 20% par des privés de Mwana Africa, une compagnie dirigée par le Congolais Kalaa Mpinga, fils d'un ancien ministre de Mobutu; Mwana Africa est elle-même une des sociétés appartenant au groupe anglo-sud-africain Asa. La Miba est en crise depuis plusieurs années, en raison d'une mauvaise gestion, et les salaires des travailleurs sont impayés depuis de longs mois. Dans les années 60, la société dominait le marché international du diamant en produisant la moitié des gemmes dans le monde, dont 80% du diamant industriel. (**La Libre Afrique**)

Le FMI conseille aux parlementaires de voter un budget 2020 « réaliste ». Le budget 2020 doit être réaliste et que les dépenses soient conformes avec les prévisions des recettes et les financements. « Il faut considérer les différentes sources de financement, qui sont possibles et aider la gestion des finances publiques. Dans le passé, il y a eu l'enveloppe des dépenses plus grande que les recettes et cette situation a engendré des distorsions dans l'engagement budgétaire », a fait remarquer Mauricio Villafuerte, le conseiller du département Afrique. Il a conseillé d'éviter de retomber dans cette situation pour la loi des finances 2020.

5 ans de massacre de Beni : Gilbert Kambale propose « revoir les stratégies » pour traquer les ADF. Le territoire de Beni commémore mercredi 2 octobre le cinquième anniversaire des massacres des populations dans cette partie du Nord-Kivu. Selon Gilbert Kambale, coordonnateur du Conseil des confessions religieuses en Afrique, plus de trois mille personnes ont perdu la vie. « Nous estimons que les efforts doivent être fournis, et il faudrait que l'on revoie les techniques, et les stratégies militaires. Nous devons aussi écouter la population. La population continue à accompagner les deux forces qui sont en train de traquer ces ADF et même la diplomatie est en train de jouer son rôle », a affirmé Gilbert Kambale. Il accuse les rebelles ADF d'être auteurs des massacres qui se commettent régulièrement à Beni sur les civils et des militaires.

Une enquête judiciaire ouverte contre Bruno Tshibala. « C'est l'issue de cette enquête ouverte à la suite d'une plainte qui déterminera si les faits allégués sont établis », affirme Flory Kabange, le Procureur général près la Cour de cassation, La plainte charge l'ancien Premier ministre du détournement des salaires, primes et autres avantages légaux des conseillers et chargés d'études de son cabinet. L'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) « a appelé mardi le Procureur de la Cour constitutionnelle à enquêter sur les patrimoines de l'ancien président de la République, Joseph Kabila, et ses anciens Premiers ministres », écrit son président, Georges Kapiamba, cité par l'AFP. La même demande a été adressée au Procureur de la Cour de cassation pour qu'il en fasse autant contre les anciens vice-premiers ministres, ministres, vice-ministres.

Lubumbashi : le prix de la farine de maïs a presque doublé. Le prix d'un sac de farine est passé, depuis un mois, de 18.000 à plus de 35.000 francs congolais (22 USD). Les autorités tant provinciales que nationales multiplient des réunions avec les opérateurs économiques pour approvisionner le marché local de cette denrée de première nécessité. Pour sa part, le

ministre provincial de l'agriculture, pêche et élevage dans le Haut-Katanga assure qu'un important lot de farine de maïs est attendu cette semaine à Lubumbashi. L'objectif du gouvernement, selon lui, est de rabattre le prix du sac de farine de maïs à 23.000 francs congolais sur le marché de Lubumbashi.

Bukavu : reprise des cours dans certaines écoles conventionnées protestantes. Lors de leur assemblée générale mercredi 2 octobre à Bukavu, les enseignants du Sud-Kivu ont décidé de suspendre momentanément leur mouvement de grève et de reprendre le chemin de l'école le lundi prochain. Dans certaines écoles protestantes et officielles de la ville, la reprise des cours est déjà effective ce mercredi, après trois jours de grève.

Ituri : paralysie d'activités économiques à Mongwalu, conformément au mot d'ordre lancé par la communauté Yira, qui a décrété trois jours de ville morte dans cette entité minière. Le président de cette association culturelle indique que cette mesure vise à dénoncer la stigmatisation de la communauté Yira. Celle-ci est accusée de propager la maladie à virus Ebola dans la région. « Ça ce sont des propos extrêmement graves qu'on ne peut pas supporter en tant que communauté, surtout que la maladie à virus Ebola nous a pris des êtres chers. Voilà pourquoi la communauté Yira a décrété trois jours de ville morte pour manifester son mécontentement », a affirmé Reagan Kambale. La société civile de Mongwalu affirme au contraire n'avoir pas cité une communauté quelconque dans son message de sensibilisation de la population pour la prévention contre Ebola.

Maniema: environ 20 morts dans un éboulement d'une mine à Kampene. Environ vingt personnes sont mortes et plusieurs autres portées disparues lors d'un éboulement survenu mercredi 2 octobre dans un carré minier à Kampene, dans le territoire de Pangi (Maniema). « Nous demandons aux hommes de bonne volonté de venir en aide aux familles éprouvées pour essayer d'organiser l'enterrement digne de ce nom », a déclaré le président de la coordination provinciale de la société civile du Maniema, Stéphane Kamundala.

Jeudi 3 octobre.

Les secrétaires généraux de l'Administration publique signent l'acte d'engagement éthique. Deux semaines après les membres du gouvernement, les secrétaires généraux de l'Administration publique ont à leur tour signé l'acte d'engagement éthique. Cette signature a eu lieu mercredi 2 octobre, lors du lancement à Kinshasa du séminaire d'immersion aux valeurs éthiques. Dans son intervention, la ministre de la Fonction publique, Yolande Ebongo Bosongo, a fustigé le comportement de certains agents et cadres de l'Administration publique, marqué par la propension à la corruption et l'absentéisme. Et pour mettre fin à cette situation, elle appelle l'OCEP à jouer son rôle : Elle dit en effet avoir constaté que bon nombre d'agents des services de l'Etat viennent au travail « pour passer soit 1 heure, 2 heures, 3 heures, 4 heures voire même 8 heures au travail ; au lieu de 8 heures de travail. » Mais auparavant, le directeur général de l'OCEP, Augustin Mwendambali, a indiqué que la présence de la ministre marquait le début de la réforme de l'administration publique.

UNPOL forme 100 policiers sur le maintien et le rétablissement de l'ordre public. « Plus on avance avec la réforme de la police, il y a de nouvelles instructions qui entrent dans le cadre de maintien d'ordre. Je suis convaincu que cette formation aura un impact positif. Parce qu'après la formation, il y a toujours un changement. Il est question que les apprenants puissent appliquer ce qui a été proposé. Plus on apprend, plus on change », a expliqué le colonel Richard Mbambi, commandant urbain de la police à Butembo.

Le ministre Pius Muabilu envisage de créer un Fonds national de l'habitat. « L'Agence congolaise de la promotion immobilière, c'est cette agence qui va remplacer l'office nationale de logement. Et le Fonds national de l'habitat c'est ce fonds là avec l'appui des Congolais eux-mêmes et l'appui des partenaires bilatéraux et multilatéraux, c'est ce fond qui va approvisionner l'agence congolaise de la promotion immobilière pour que celle-ci soit capable de construire les habitations à loyer supportable par les congolais, un peu comme le fond d'avance à l'époque », a expliqué le ministre de l'Urbanisme et Habitat, Pius Muabilu. Il parle aussi de la création d'un corps des officiers judiciaire du secteur de l'urbanisme et habitat.

Nord-Kivu : sept personnes tuées dans les affrontements entre deux groupes armés à Bwito. Selon des sources, c'est depuis mardi que la coalition Nyatura, APCLS-FDLR a attaqué une position de NDC-Rénové nouvellement installée sur la colline « Maji ya Chunvi » entre Mwesso et le Jardin Théicole de Ngeri, JTN. Des accrochages se sont poursuivis jusque mercredi 2 octobre. On parle déjà de trois cadres de NDC-Rénové et quatre civils tués, alors que six autres éléments de NDC-Rénové blessés ont été évacués pour des soins à Mwesso.

Afrique centrale : « Les efforts de développement mettent à mal la conservation de la biodiversité » selon Jean-Marc Kabund, premier vice-président de l'Assemblée Nationale. Il s'exprimait à l'ouverture d'un atelier destiné aux délégués des

parlementaires d'environ dix pays de la sous-région. Ces parlementaires seront sensibilisés pendant trois jours sur les questions liées à la conservation de la biodiversité dans le cadre de la protection des forêts.

Kinshasa : 22 ans d'attente des décomptes finals pour 5 000 travailleurs de l'ex-Sominki. « Nous réclamons le paiement de nos décomptes finals, parce que la Sominki a été dissoute et mise en liquidation depuis le 29 mars 1997. Et il n'y a que les cadres expatriés et quelques Congolais triés au choix qui ont pu bénéficier de leurs décomptes finals. Les autres 4 989 ont été abandonnés à leur triste sort, alors qu'il y avait beaucoup de moyens suffisants pour payer nos décomptes finals (...) Les moyens existent encore, parce que les concessions dont les dirigeants se tapent la poitrine, appartiennent à l'ex-Sominki en liquidation, qui constituent d'abord une partie de l'actif réalisables pour le paiement de nos décomptes finals. Pourquoi est-ce que la liquidation traîne, qu'est-ce que nous avons fait pour mériter cette misère que nous sommes en train d'endurer. Depuis plus de 22 ans maintenant, nous ne sommes pas payés », a relaté Jean Zabakulu Lubungu, le représentant des travailleurs de l'Ex-Sominki. Il a demandé aux autorités du pays de se pencher sur ce dossier qui traîne depuis 22 ans.

Nord-Kivu : les activités scolaires paralysées à Goma. Les enseignants réclament toujours la concrétisation des promesses faites par le gouvernement pour la gratuité de l'enseignement. Dans les grandes écoles de la place comme l'Institut Mwanga, toutes les portes et fenêtres sont fermées. A côté de cette école, c'est le même décor à l'institut Mandeleo, et à l'institut de Goma. Cette situation de paralysie a provoqué la colère de quelques écoliers et élèves qui ont manifesté dans les grandes artères de la ville jusqu'au gouvernorat de province.

Matadi : deux changeurs de monnaie assassinés en l'espace de deux jours. Un changeur de monnaie communément appelé cambiste a été assassiné dans la nuit de mardi à mercredi 2 octobre dans la ville de Matadi (Kongo-Central). Selon des sources locales, des malfrats l'ont abattu dans son domicile et ont emporté une importante somme d'argent en Francs congolais et en devises étrangères, dont le montant n'a pas été communiqué. Dimanche 29 septembre, un autre cambiste avait été attaqué à Minkondo. Grièvement blessé, il a été transmis à l'hôpital provincial de référence de Kinkanda, où il a rendu l'âme. Face à ces deux cas d'assassinat, des changeurs ont initié une marche jusqu'à la mairie de Matadi, pour protester contre l'insécurité.

Nord-Kivu : la route Mbao-Kamango à nouveau ouverte à la circulation. « La route est ouverte pour besoin des opérations et la route est sécurisée pour nous-mêmes d'abord les militaires pour les opérations futures. A la longue, on doit entretenir cette route-là. Nous allons parler avec les autorités locales pour qu'on puisse entretenir la route et à ce moment-là on va signaler à l'autorité civile que la population peut fréquenter cette route. Mais pour le moment, ce n'est pas le cas », a indiqué le général Jacques Tshaligonza. Il s'est aussi exprimé sur les mesures prises pour lutter contre la criminalité urbaine dans la région de Beni caractérisée par des assassinats des civils par des hommes en armes et en tenues militaires.

Plaidoyer pour la publication du rapport de l'ITIE. Le rapport de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives n'a pas été publié depuis deux ans. L'ITIE permet de lutter contre la corruption dans l'industrie extractive en publiant les chiffres d'impôts que les sociétés paient à l'Etat, a rappelé Marie-Thérèse Holenn Agnong, la coordonnatrice intérimaire de l'ITIE RDC. Elle sollicite l'implication de tous les acteurs pour que ce rapport soit finalement publié.

Sankuru : Joseph Mukumadi promet de s'investir pour améliorer le social et l'unité des administrés Le gouverneur du Sankuru Joseph Mukumadi s'est engagé à mettre en place des programmes de développement, à même de répondre de manière plus appropriée et plus efficace aux besoins sociaux. Il a également plaidé pour l'unité et s'est insurgé contre les discours qui divisent les habitants de cette province. Il estime que ces comportements entravent le développement de Sankuru. Pour Joseph Mukumadi, les objectifs de développement économique, social et territorial de la province ne peuvent être atteints « sans une volonté locale forte de vivre ensemble ». Le gouverneur de Sankuru a par ailleurs insisté sur la nécessité de rendre l'administration efficace, en vue de fournir des services de qualité.

Le maire de Lubumbashi appelle ses administrés à « ne pas profaner des tombes ». Le maire de Lubumbashi appelle ses administrés à « respecter des morts et à cesser toute profanation des tombes ». A ce jour, indique Ghislain Robert Lubaba Buluma, environ 3000 croix ont déjà été rassemblées au cimetière de Penga Penga à Lubumbashi après la profanation des tombes. Pour honorer la mémoire des morts dont les tombes ont été détruites, le maire Ghislain Robert Lubaba Buluma envisage de construire une stèle dans ce même cimetière pour permettre à leurs membres de famille de leur rendre hommage.

RDC-Zambie : signature d'un accord sur l'importation du maïs. La RDC et la Zambie ont signé mercredi 2 octobre à Lusaka un protocole d'accord pour l'importation et l'exportation du maïs. Le document était signé par le ministre congolais

du Commerce extérieur Jean-Lucien Bussa et son homologue zambien en charge de l'Industrie et du commerce. « Dans le pays nous produisons le maïs. Mais il y a déficit d'offres. Il fallait combler ce déficit par le pays qui est disposé à pouvoir mettre ces produits à notre disposition. La Zambie nous permet d'avoir ces produits au prix les plus bas par rapport à d'autres marchés. Deuxièmement, la distance est très courte. Le coût du transport est très faible. Et donc ce maïs en RDC va coûter à la population moins cher », a argumenté Jean-Lucien Bussa.

Reprise des travaux de réhabilitation de la route Burhale – Shabunda, après deux jours d'arrêt. Ces travaux avaient été suspendus, selon le directeur provincial de l'Office des routes, à la suite de l'enlèvement d'un agent, mardi, par les miliciens Raia Mutomboki sur la route Maimingi 2 -Niombe en groupement Bamuguba. L'échange des tirs entre les FARDC, qui passaient par là, et les Raia Mutomboki a permis à cet agent de s'échapper, a expliqué le directeur provincial de l'Office des routes, Anicet Kakesa. Il plaide en même pour plus de sécurité dans la zone.

Kinshasa : suspension de certaines lignes de la société Transco. La suspension concerne la ligne 19, allant de la Place Victoire jusqu'au campus de l'Université de Kinshasa (Unikin) ; la ligne 24, qui relie le marché central à l'Intendance ; la ligne 27, qui va de Kingasani à l'Intendance et de la ligne 9, partant de l'UPN au Campus. Le ministère des Transports lie cette mesure à l'incendie d'un bus Transco, il y a deux semaines, par les étudiants.

Le CLC mène une croisade contre l'impunité. « Nous menons une croisade contre l'impunité, campagne pour le réarmement de la justice, du système judiciaire dans notre pays. Nous pensons que le changement, auquel notre peuple aspire et pour lequel il y a eu un début avec les élections, doit se poursuivre. Et ce changement nous devons mener ça jusqu'au bout, comme l'a d'ailleurs affirmé le chef de l'Etat », a souhaité le professeur Isidore, coordonnateur du Comité laïc de coordination (CLC). Il a par ailleurs appelé les uns et les autres à se mettre ensemble pour qu'il y ait plus de justice en RDC.

Vendredi 4 octobre.

La société civile du Nord-Kivu appelle à la création d'un tribunal spécial sur l'Est de la RDC. La société civile du Nord-Kivu a appelé jeudi 3 octobre le Conseil de sécurité des Nations unies à voter une résolution spécifique consacrée à la traque des auteurs des massacres à Beni et aussi à la création d'un tribunal spécial sur l'Est de la RDC. Cette juridiction, selon elle, devrait avoir pour mandat de juger les crimes commis dans cette partie du pays de 1996 à ce jour. La société civile du Nord-Kivu appelle le président de la République et commandant suprême des Fardc à mobiliser abondamment et dans l'urgence la CIRGL, la SADC, les USA, l'Union africaine ainsi que d'autres partenaires afin de venir accompagner militairement la population de Beni.

Kananga : Christian Kupa dénonce la détention illégale des mineurs dans les prisons. « Nous invitons les autorités politico-administratives ainsi que les leaders communautaires à s'impliquer pour réduire le nombre des enfants en détention dans la prison centrale de Kananga et d'améliorer leurs conditions de détention. Des adultes et des enfants sont dans la même cour à la prison centrale de Kananga », a dénoncé Christian Kupa Nkuteka, le coordonnateur du Bureau National Catholique de l'Enfance. Le BNCE a par ailleurs invité les partenaires internationaux à apporter un appui technique et financier à l'Etat congolais pour la mise en place des structures de placement éducatif des enfants en conflit avec la loi.

Kananga : début du procès de 3 élèves officiers accusés de viol collectif. Les trois élèves officiers sont accusés de viol collectif, en imposant des relations sexuelles à une fille âgée de 13 ans. Selon l'accusation, les faits se sont déroulés le 27 juillet dernier dans un hôtel de Kananga puis en brousse au camp Bobozo. Devant les juges du tribunal militaire, Jean Bahati et Patrick Kasereka ont clamé leur innocence, rejetant les accusations portées à leur charge. Kamba Kamba s'était évadé pendant qu'il était en détention dans un cachot de l'académie militaire. La prochaine audience est fixée au jeudi prochain.

Kasaï: des cliniques mobiles de MSF à Kalamba Mbuji pour soigner les retournés d'Angola. Au total, 1600 personnes ont déjà été soignées, dont 524 enfants de moins de 5 ans, fait savoir Fabrizio Andriolo, coordonnateur du pool d'urgence Congo de MSF qui s'inquiète des difficiles conditions de vie des 6 000 personnes retournées qui sont actuellement regroupées autour de la zone frontalière. «Les cas que l'on voit le plus souvent, c'est clairement des cas de paludisme, des cas de diarrhée et des cas d'infection respiratoire», fait remarquer M. Andriolo.

La demande d'enquête sur le patrimoine de Joseph Kabila est un « règlement de compte », estime un cadre du PPRD. « Lorsqu'on voit de plus près la démarche de l'Association congolaise pour l'accès à la justice, on se rend compte qu'il s'agit d'une démarche passionnée et non objective, dans ce sens que nous connaissons bien les animateurs de cette

association et nous nous rendons compte qu'il s'agit d'une demande qui s'apparente à un règlement de compte », pense Dieudonné Mwenze. Toutefois, il soutient que la Constitution soit respectée par tous, et affirme que la démarche d'ACAJ serait logique si elle était formulée « sans beaucoup de passions. » Mardi 1er octobre dernier, l'ONG ACAJ a appelé le Procureur de la Cour constitutionnelle à enquêter sur les patrimoines de l'ancien président de la République, Joseph Kabila, et ses anciens Premiers ministres, conformément à l'article 99 de la Constitution.

Région des Grands Lacs : l'envoyé de l'ONU se félicite des progrès vers la stabilité. Selon l'Envoyé spécial des Nations Unies pour cette région, Huang Xia, des étapes importantes ont été franchies dans la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, qui a été signé en 2013, grâce notamment au transfert pacifique du pouvoir en RDC et à la volonté réaffirmée des leaders de la région de faire face ensemble aux défis qui entravent son émergence. Il a également salué le rapprochement entre l'Ouganda et le Rwanda et a félicité l'Angola et la RDC pour leur détermination à promouvoir le dialogue et la résolution pacifique des différends entre les pays de la région. « J'appelle le Conseil à encourager la poursuite de ces efforts », a-t-il dit. Selon l'envoyé de l'ONU, la volonté de coopération au niveau sécuritaire s'est traduite récemment par des consultations entre les services de sécurité et de défense de la RDC et ceux des pays voisins, notamment, du Burundi, de l'Ouganda et du Rwanda, dans le but de renforcer leur coopération contre les groupes armés opérant dans l'est de la RDC. « Ces initiatives soulignent la pertinence d'une approche régionale et holistique pour s'attaquer à la menace sécuritaire », a-t-il souligné. Dans ce contexte, M. Xia a estimé qu'il y avait une opportunité importante de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité et qu'il fallait la saisir pour renforcer la coopération régionale, « afin de permettre aux populations de mieux bénéficier des richesses de leur région ». L'envoyé de l'ONU dans la région des Grands lacs a reconnu toutefois que de nombreux défis persistaient, notamment l'insécurité dans l'Est de la RDC due aux groupes armés, tant étrangers que locaux ; l'exploitation et le commerce illicites des ressources naturelles qui alimentent une économie illégale entretenant ces groupes armés ; et les déplacements forcés de populations dus à l'insécurité.

Tanganyika : la Monusco sensibilise la population au respect des droits des déplacés. L'objectif est d'amener à faire comprendre à toutes les couches sociales leurs devoirs d'apporter le soutien à ces personnes, victimes, dans la plupart de cas, des violences dans leurs contrées. La convention de Kampala est un texte de droit régional adopté le 22 octobre 2009 par le Sommet spécial de l'Union africaine. Cet outil dispose de tout un arsenal juridique sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique. Des milliers de personnes déplacées ont fui leurs domiciles à la suite des conflits communautaires dans la province du Tanganyika, fait remarquer la Mission onusienne. Pour sensibiliser les acteurs étatiques et non-étatiques au respect des droits de ces déplacés, la Monusco a initié cette activité.

Boma : arrêt de travail des enseignants non encore inscrits sur les listes de paie. Ils ont pris cette décision au cours d'une assemblée générale après avoir constaté « leur non prise en compte dans la paie du mois de septembre ». Melchior Thuadi Thuadi, leur porte-parole, affirme que certains parmi ces enseignants prestent depuis 15 ans sans salaire. Il dénonce l'injustice sociale dont les enseignants sont victimes.

Kinshasa : 3 morts après l'écroulement des murs à Kalamu et Kintambo. Quartier Kimbangu dans la commune de Kalamu. Bilan : deux morts et 1 blessé. L'écroulement du mur est consécutif à la pluie qui s'est abattue ce même jeudi. La même source annonce aussi la mort d'un enfant suite à l'écroulement du mur de la résidence d'un officier des Fardc au Camp Luka dans la commune de Kintambo. Plusieurs maisons ont été inondées après cette pluie qui s'est abattue cette matinée à Kinshasa.

Ituri : le gouverneur intérimaire appelle la population de Mambasa à s'impliquer dans la lutte contre Ebola. Le gouverneur intérimaire de l'Ituri Shalo Dudu a appelé jeudi 3 octobre toutes les couches sociales à s'impliquer dans la lutte contre Ebola pour éradiquer cette épidémie qui a déjà fait plusieurs victimes. « Le cas de Mambasa devient de plus en plus inquiétant parce que la maladie ne veut pas quitter ce territoire. La principale cause c'est la résistance, l'intoxication. C'est la raison pour laquelle nous sommes venus à Mambasa pour parler à la population », a expliqué Shalo Dudu. De leur côté, les députés provinciaux élus de Mambasa ont demandé aux forces de l'ordre de neutraliser un nouveau groupe armé Maï-Maï qui s'attaque aux équipes de riposte. Ce qui, selon eux, constitue un défi majeur pour juguler cette maladie.

Le Haut-Katanga envisage une production suffisante de la farine de maïs. La province du Haut-Katanga envisage, à long terme, réaliser une production suffisante de la farine de maïs, a affirmé vendredi 4 octobre, le gouverneur de province, Jacques Kyabula. Son gouvernement vise aussi, moyen terme, de rassurer l'importation de ce produit depuis la Zambie, a-t-il indiqué.

Le maïs est l'un des produits les plus consommés dans la province du Haut-Katanga. Depuis un mois, le prix de cette denrée alimentaire a presque doublé. Un sac est passé de 18 000 à plus de 35 000 francs congolais (22 USD).

Le député Patrick Bombelo exige l'indemnisation des victimes de la guerre de six jours à Kisangani, en juin 2002 entre les armées ougandaise et rwandaise. Près de 440 civils avaient été tués, lors de cette guerre entre ces deux armées étrangères, qui étaient venues appuyer respectivement les mouvements rebelles MLC et RCD. Il exige également l'implication de la communauté internationale pour le paiement des dommages subis par près de trois mille victimes recensées.

Ebola en RDC: moins de nouveaux cas, un millier de guérisons. "De 10 à 20 cas de contamination par jour, le chiffre est passé mercredi à un", indique un communiqué des services du Premier ministre. Mais, les équipes anti-Ebola ont "besoin d'appuis financiers", pour ne pas "démotiver le personnel engagé dans la lutte sur le terrain", ajoute le communiqué. Les autorités congolaises saluent aussi "la molécule curative et efficace découverte" par le docteur Muyembe. Une allusion au traitement mAb114, découverte par le professeur Muyembe en 1995 et utilisée dans la présente épidémie. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a salué un "jour mémorable" en RDC "qui célèbre ses 1.000 survivants" guéris de l'épidémie d'Ebola.

Samedi 5 octobre.

Le Pape François crée le Cardinal Fridolin Ambongo. L'archevêque métropolitain de Kinshasa remplace à cette dignité ecclésiastique le Cardinal Monsengwo, qui a pris sa retraite. Il devient ainsi le quatrième Cardinal de l'histoire de l'Eglise catholique romaine de la RDC. Fridolin Ambongo Besungu devient Cardinal à 59 ans. Après ses études primaires et secondaires au petit séminaire de Bwamanda, le jeune diplômé Ambongo va s'inscrire à l'ordre des Frères mineurs de la congrégation des Capucins, en 1980. L'année suivante, il embrasse 7 années de formation philosophique et théologique. Il les termine avec brio et est ordonné prêtre en 1988. En 1991, il achève sa Licence en théologie morale, avec grande distinction aux facultés catholiques de Kinshasa. Cinq ans plus tard, il est proclamé docteur, toujours en théologie morale, à l'académie pontificale de Rome, en Italie. Fridolin Ambongo va alors gravir les échelons jusqu'à devenir Supérieur des Capucins en Afrique de l'Ouest. Alors professeur de théologie morale, il a été nommé évêque de Bokungu-Ikela en 2004. Plusieurs fois administrateur apostolique, il sera confirmé archevêque de Mbandaka-Bikoro le 12 novembre 2016. Le 6 février dernier, Monseigneur Fridolin Ambongo Besungu avait été nommé archevêque coadjuteur de l'Archidiocèse de Kinshasa, pour aider le Cardinal Monsengwo, archevêque métropolitain, dans sa mission pastorale. Bien avant cette promotion, il était vice-président de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco). **Le futur cardinal Fridolin Ambongo, « un homme de parole », témoigne l'Abbé Mokuka.** Pour le vicaire de la Cathédrale de Mbandaka, Mgr Ambongo « est un pasteur qui tient à ses mots et qui fondent sa personnalité (...) C'est un prophète et en tant que tel, il ne peut pas garder sa langue dans sa poche. Il a le rôle de dire et de dénoncer le mal, à tout le monde (...) Il soigne ce qu'il fait, il prend le temps de préparer son travail, même pour dire sa messe ».

Ebola au Sud-Kivu : aucun nouveau cas détecté après plus d'un mois. « Nous n'avons pas eu de cas positifs d'Ebola, mais cela ne veut pas dire que la maladie est finie au Sud-Kivu. Je vous rappelle que l'épidémie qui a sévi à Mwenga est venue du Nord-Kivu. Tant que le mouvement de population va exister entre le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, nous ne pouvons pas dire l'épidémie est finie », a conseillé Dr Jules-Claude Chassumba Kangene, membre de la riposte de la maladie à Ebola au Sud-Kivu. Il a invité tout le monde à « redoubler les mesures de surveillance et de demander plus d'engagements communautaires, pour se rassurer qu'il n'y a aucun cas positif de la maladie à virus Ebola au Sud-Kivu. »

Félix Tshisekedi, Fayulu, Bemba et Katumbi attendus au Vatican pour la création du Cardinal Fridolin Ambongo. Outre le Chef de l'Etat, la Presse présidentielle indique aussi que la présidente de l'Assemblée nationale et plusieurs autres parlementaires et membres du gouvernement y sont attendus. D'autres personnalités de l'opposition congolaise, sont aussi annoncées à la création de Fridolin Ambongo comme Cardinal. Il s'agit notamment de Jean Pierre Bemba, actuel président de la plateforme Lamuka, Martin Fayulu et Moïse Katumbi, tous de Lamuka.

Nord-Kivu : victime de menaces, MSF envisage de réduire ses interventions à Masisi et Walikale. « Nos équipes ont récemment fait face à plusieurs menaces et incidents sécuritaires dans les territoires de Walikale et de Masisi... », a déclaré le chef de MSF au Nord-Kivu, Antony Kergosien. Il a ajouté que ces menaces et incidents sécuritaires ont « forcé son organisation à réduire temporairement ses activités humanitaires dans la région, ce qui, par conséquent, prive les populations locales des soins médicaux pourtant essentiels. » MSF rappelle que la sécurité des acteurs humanitaires est primordiale pour assurer leur présence et leur intervention, demandant par conséquent qu'elle-même et d'autres organisations humanitaires œuvrant dans la région aient un accès, sans entrave, aux populations qui ont le plus besoin d'attention. C'est depuis 1981 que MSF œuvre en République Démocratique du Congo.

Kwilu : lancement officiel de la numérisation des données statistiques de l'enseignement. Le ministère provincial de l'Éducation et Initiation à la nouvelle citoyenneté a officiellement lancé, vendredi 4 octobre, une plateforme de numérisation des données statistiques de l'enseignement dans la ville de Bandundu (Kwilu). Cette plateforme permettra aux enseignants et élèves d'accéder à tous les programmes, manuels et données liées à l'enseignement de qualité. Dans son mot de bienvenue le ministre provincial de l'Éducation Eric Muziazia a salué cette initiative du projet schoolap dans la province du Kwilu.

Créé officiellement Cardinal, Mgr Ambongo appelé à la compassion et la loyauté. Le pape François a appelé, samedi 5 octobre, les cardinaux officiellement créés, dont Mgr Fridolin Ambongo, à la compassion et à la loyauté. La conscience de cette compassion de Dieu pour nous devrait être vivante. Il ne s'agit pas d'une chose facultative ou moins encore d'un conseil évangélique mais d'une exigence essentielle, a-t-il déclaré dans son homélie. « Dans cette relation d'alliance, ce qui est divin est compatissant. Malheureusement, il semble que ce qui est humain n'en soit si dénué de compassion », a dit le Pape. Pour lui, si l'on ne sent pas cette compassion, il est difficile de la communiquer ou en témoigner. « De nombreuses attitudes déloyales des hommes d'Église dépendent du manque de ce sens de la compassion reçue », a souligné le Pape François. Pour lui, la compassion divine dépend également la capacité d'être loyal dans le ministère.

Dimanche 6 octobre.

Pénurie de maïs au Haut-Katanga : le gouvernement annonce l'implantation d'une usine de production des intrants. « Le coût de production par hectare en RDC oscille entre 1000 et 1200 USD et pour 1 hectare, la production est de l'ordre de 7 tonnes l'hectare, lorsque la productivité est forte. Et en Zambie, c'est 400 USD la tonne et pour une productivité qui nous amène à 7 tonnes l'hectare. Donc il y a un problème de coût de production. Les intrants, les semences, nous les importons, alors que nous avons la capacité de pouvoir les produire sur place. Et là-dessus, nous avons l'assurance que d'ici peu de temps, au niveau du Haut-Katanga, une usine va être implantée pour produire des intrants », a annoncé Jean-Lucien Busa, le ministre du Commerce extérieur Il promet aussi des mesures fiscales incitatives en faveur des agriculteurs.

Le gouvernement va relancer la construction de la cimenterie de Maiko, à Kisangani dont les travaux sont au point mort depuis plusieurs années. D'après Julien Paluku, les contacts sont en cours avec un nouveau partenaire pour la reprise des travaux de la construction de la cimenterie de Maiko : l'objectif est de fournir du ciment à près de 20 millions des personnes.

La Monusco exhorte les jeunes de Kasongo à quitter la brousse et contribuer au développement de la communauté. «La vie dans la brousse, prendre une arme n'est pas un avenir pour un jeune homme ou une jeune femme, même celle qui a moins d'options. Le message c'est choisir la paix, choisir la vie stable avec les familles avec la communauté et venir travailler avec les partenaires, avec l'État congolais pour établir une paix durable en RDC (...) La Monusco encourage les jeunes à rester dans les communautés, à faire une contribution dans le cadre de l'État de droit, dans le cadre des droits de l'homme et à respecter la famille. Tout ça exige leur présence en ville avec leurs familles pour contribuer à la paix. Nous leur demandons de ne pas aller en brousse, d'être attirés par ces groupes armés qui offrent une vie dure », a recommandé la cheffe de sous-bureau de la Monusco Kindu Louise Barber.

Le cardinal Ambongo assiste à la messe d'ouverture du Synode spécial des évêques sur l'Amazonie. Les 13 cardinaux créés samedi 5 octobre par le pape François dont le cardinal Fridolin Ambongo, ont assisté à côté du Pape à la messe d'ouverture du Synode spécial des évêques sur l'Amazonie en la Basilique Saint-Pierre, ce dimanche 6 octobre. Le Pape François a rappelé aux pères de l'église qu'ils n'ont pas signé de « contrat de travail » mais reçu un don de Dieu, l'imposition des mains, pour être à leur tour «des mains levées qui intercèdent auprès du Seigneur et des mains tendues vers les frères». Pour lui, un don ne s'échange pas, ni se vend, on le reçoit et on l'offre.

Ituri : retour progressif des déplacés et réfugiés de Djugu (chefs coutumiers). Selon eux, ce mouvement retour est dû à l'accalmie observée dans cette entité et à la présence des militaires dans plusieurs localités. Les réfugiés congolais qui avaient fui en Ouganda retournent surtout dans les localités situées le long du lac Albert. Il s'agit notamment de Tchomia, Nyamamba, Café et Muvaramu. Le chef de groupement de Losandrema en chefferie de Bahema Nord précise que la dernière vague de ces retournés est arrivée jeudi dans les localités de Joo et Mbogi.

Sud-Kivu : Félix Tshisekedi attendu à Bukavu inaugurer un laboratoire de transformation des produits agricoles. Cette inauguration de la station de recherche de l'Institut international pour l'agriculture tropicale (IITA) se fera en présence du Président honoraire du Nigéria, Olusegun Obasanjo, rapporte la Présidence de la République. Le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a regagné la RDC ce dimanche 6 octobre matin par Kinshasa. Le Chef de l'État congolais revient

d'une tournée de près de 3 semaines qui l'a conduit successivement en Belgique et aux Etats-Unis. La dernière étape du voyage du Président Tshisekedi a été Vatican, en Italie, où il s'était rendu pour prendre part à la cérémonie de création du prélat congolais, Mgr Fridolin Ambongo à l'instar de 12 autres évêques d'autres pays. Cette cérémonie s'est déroulée samedi le 5 octobre 2019.

Accor et CHIC signent un contrat pour construire 3 hôtels de marque Novotel à Kinshasa, Lubumbashi et Kolwezi. Le contrat pour la construction de trois établissements a été conclu lors de l'Africa Hôtel Investment Forum (AHIF) tenu en Ethiopie du 23 au 25 septembre dernier. Le communiqué a été rendu public ce dimanche 6 octobre. Cette démarche vise, selon le groupe, à implanter les établissements Novotel dans la capitale Kinshasa et dans deux principaux centres miniers au sud du pays : Lubumbashi et Kolwezi, rapporte un communiqué du groupe Accor. De son côté, Farhan Charaniya, responsable du développement de la Compagnie hôtelière et immobilière du Congo (CHIC) a indiqué que son entreprise dédiée à l'industrie hôtelière est résolue à contribuer au développement socio-économique de la RDC, un pays riche en ressources naturelles et en capital humain, qui va connaître un essor considérable du tourisme d'affaires.

Pour Laurent Batumona, « le Cardinal Fridolin Ambongo est un combattant de la Démocratie ». « Il le mérite. Il a joué un grand rôle. Nous l'avons vu à l'œuvre, comment il voulait que le pays puisse se rétablir sur le droit chemin par rapport à la démocratie. Il est mieux placé aujourd'hui pour nous tirer les oreilles parce que nous sommes au pouvoir, au cas où ça ne marche pas, donner les conseils au chef de l'Etat », a indiqué Laurent Batumona, président du parti Mouvement de solidarité pour le changement, allié de l'UDPS.

Lundi 7 octobre.

Les agents de riposte à Ebola menacés par des Mai-Mai à Mambasa. Ces derniers ont jeté de tracts à plusieurs endroits pour annoncer une attaque imminente. Selon l'administrateur du territoire, ces hommes armés ont même lancé des messages téléphoniques pour faire de chantage à l'équipe de riposte. Ils exigent – à travers ces messages - de l'argent pour organiser les obsèques d'un de leur frère mort d'Ebola, il y a environ trois semaines à Mangina. Selon l'ONG Codepef, parmi les cibles d'attaques de ces miliciens, il y a notamment le centre de traitement d'Ebola installé à l'hôpital général de référence de Mambasa, l'hôtel les pygmées, qui héberge les agents de riposte, et le bureau de groupement, qui a accueilli l'équipe de riposte. Pris de panique, certains habitants ont fui à Mambasa-centre pour éviter d'être victimes. Quelques agents de riposte ont peur de se rendre sur terrain.

Agents et cadres de la Miba touchent leurs salaires améliorés. La Minière de Bakwanga (MIBA) poursuit la paie des salaires de ses agents pour le mois de septembre 2019. C'est le premier salaire amélioré que ces agents touchent, après plus de 13 ans de perception de salaire rabattu à deux reprises, à la suite des difficultés liées à la baisse de la production du diamant, enregistrées par l'entreprise minière. Depuis le début de la paie au début de ce weekend, le travailleur ordinaire touche actuellement 400 \$, au lieu de 70\$, reçu comme acompte les mois derniers. Cette paie s'effectue avec l'appui de la firme Saint Louis BGM, venue pour un projet de relance des activités de l'entreprise minière.

La Snel annonce deux semaines de perturbations à Kinshasa et au Kongo-Central. Toutes les communes de Kinshasa seront concernées par ces perturbations. Selon un communiqué de la direction de distribution de la Snel Kinshasa, des travaux d'entretien à la centrale d'Inga sont à la base de ces désagréments. Le groupe 27 d'Inga 2 est à l'arrêt depuis 7 heures de ce lundi matin pour entretien. Et les travaux dureront quinze jours. Cet entretien aura comme conséquence un déficit de 162 Mégawatts, précise le communiqué.

Des enseignants de Boma en grève pour dénoncer la disparité des salaires, décrétés depuis ce lundi 7 octobre. Le 2ème vice-président de l'intersyndical de l'Enseignement, primaire secondaire et technique (EPST), Jean Tsasa, affirme qu'ils resteront à la maison jusqu'à ce que le gouvernement prenne en compte leurs revendications. Jean Tsasa indique que les enseignants de Boma exigent l'uniformisation des salaires : « A Kinshasa, on ajoute 193 000 francs ; à Matadi, on ajoute 139000 et l'enseignant de Boma, on le considère comme un broussard (en lui proposant) 39 000 francs. C'est inadmissible ! »

Poursuite de la grève des enseignants dans les écoles publiques de Goma. A l'issue de leur réunion extraordinaire du weekend dernier, les enseignants ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève, observé depuis la semaine dernière. Ils veulent « plus de lumière sur la mesure de gratuité de l'enseignement de base et comment elle sera mise en œuvre » ; avant de reprendre le travail. « Si la gratuité était un panier, que mettrait-on dedans ? Qu'est-ce que la gratuité ? Qui est concerné par la gratuité ? », s'interroge le vice-président provincial du syndicat national des enseignants des écoles protestantes, Kavusa Sikulimwenge Jérémie, l'un des participants à l'assemblée générale...la confusion persiste sur le terrain sur cette question.

Ituri : les miliciens du groupe armé Codeco entament le processus de la paix. Ces hommes armés sous la conduite de leur leader Ngujolo Martin sont regroupés à 5 km de Jiba. Selon des sources sécuritaires, ils sont estimés à environ 500 personnes. Ils sont venus de leur bastion situé dans les ravins des localités Lodzangu et Bukpa vers la forêt de Wago. Ces assaillants affirment qu'ils sont prêts à déposer les armes sous certaines conditions. Ils exigent notamment leur prise en charge alimentaire par le gouvernement provincial dans leurs lieux de cantonnement. Dans leur cahier de charge adressé il y a plus d'une semaine au gouverneur de province, ils sollicitent l'amnistie et la reconnaissance de grades de leurs leaders.

Nord-Kivu : plus de 820 000 enfants attendus à la vaccination contre la poliomyélite. La campagne intégrée de vaccination contre la poliomyélite, couplée à la supplémentation en vitamine A et au déparasitage au Mebendazole, a été lancée officiellement lundi 7 octobre dans le territoire de Beni et dans la ville de Butembo au Nord-Kivu. Selon le ministre provincial de la santé, Moïse Kakule, « plus de 826 000 enfants de 0 à 59 mois sont concernés par la vaccination contre la poliomyélite, et plus de 738 000 enfants de 6 à 59 mois recevront de la vitamine A ». Les enfants de 1 à 59 mois, dont le nombre avoisine 611 000, recevront des comprimés de Mebendazole, « utilisé pour traiter les infections causées par plusieurs types de vers parasitaires qui vivent dans le système digestif. Parmi ceux-ci, on retrouve, les oxyures, les vers ronds, les trichocéphales et les ankylostomes. »

Haut Katanga : la députée Liliane Komba dénonce la spoliation des champs de la population par les miniers. D'après elle, ce sont les entreprises minières qui occupent ces champs et continuent à mener des prospections dans plusieurs villages détruisant par moment certains produits agricoles. « Des populations perdent leurs champs au profit des exploitants miniers. C'est le cas de Kitungulwa où les gens sont dépossédés de leurs champs alors que pour ces personnes les champs constituent un moyen de survie. Le même cas est observé à la cité de Kambove où les carrés miniers vont au-delà de leurs limites, mais aussi à Lwafu et Kapulwa », dénonce Liliane Komba. L'administrateur du territoire de Kambove indique que ces entreprises qui viennent sont détentrices des titres pour mener des prospections. Ces titres ont été obtenus à partir de Kinshasa.

A Bukavu, Félix Tshisekedi promet d'apporter une paix définitive, nécessaire pour la stabilité du pays. « Lorsque nous étions en campagne, j'avais mis en avant dans le thème de ma campagne comme priorité, le bien-être de l'homme congolais et le bien-être commence d'abord par le défi de la paix. Je suis conscient des souffrances qui sont les vôtres et je n'ai ménagé aucun effort depuis que je suis au pouvoir pour entretenir nos forces armées et tout faire pour que celles-ci soient au top niveau et puissent faire leur devoir qui consiste à imposer la paix dans tout l'ensemble du territoire national », rappelle M. Tshisekedi.

Vital Kamerhe, directeur de cabinet de Félix Tshisekedi, Gilbert Kankonde, vice-Premier ministre de l'intérieur et les gouverneurs des provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Maniema ont assisté à ce meeting.

Le terrorisme en Afrique est une menace pour le reste du monde, rappelle l'ONU. « Nous voyons des réseaux terroristes se propager dans toute la Libye et l'Afrique du Nord, s'étendre à travers le Sahel jusqu'à la région du Lac Tchad et apparaître en République démocratique du Congo et au Mozambique. C'est une bataille que nous ne sommes pas en train de gagner », a prévenu M. Guterres, insistant sur le fait que le terrorisme n'est pas seulement une question régionale, mais représente un « danger évident et immédiat pour la paix et la sécurité dans le monde ». Le chef de l'ONU a également insisté sur le fait que la lutte contre le terrorisme ne pouvait se limiter à une approche sécuritaire. « Le développement durable et inclusif est un but en soi. C'est aussi le moyen le plus efficace de traiter les causes profondes des conflits, de l'extrémisme et du terrorisme ».

JED exige une enquête urgente sur l'agression du journaliste Dominique Dinanga par des militants de l'UDPS/Tshibala. Selon le document, le journaliste avait été invité par un responsable de ce parti pour couvrir la manifestation de remise d'un prix à M. Bruno Tshibala. « Aussitôt arrivé sur les lieux de la manifestation Dominique Dinanga s'est vu refuser l'entrée par les gardes commis à la sécurité ; il s'est alors présenté comme journaliste en exhibant sa carte de service. Et à sa grande surprise lorsque les militants ont entendu qu'il est de la Radio Top Congo, ils se sont rués sur le journaliste », a déclaré à JED un journaliste de cette radio. Après avoir reçu des coups des poings et des bâtons, le journaliste a été admis aux urgences dans un centre hospitalier où il a reçu la visite de M. Tshibala qui a condamné cette agression. Pour JED, cette condamnation verbale est loin d'être suffisante. « Il faut donner une suite vigoureuse à cette agression ; le journaliste doit porter plainte ; la police doit effectivement ouvrir une enquête ; et les organisateurs de cette manifestation doivent être tenus pour civilement responsables des dommages subis par le journaliste », a déclaré Tshivis Tshivuadi secrétaire général de JED.

Le mardi 8 octobre.

Le Dr Muyembe annonce un nouveau vaccin contre Ebola. Le professeur Muyembe annonce l'introduction d'un nouveau vaccin, le Jonson and Jonson, pour prévenir la transmission de la maladie à virus Ebola. Le but de cette conférence, pour le professeur Muyembe, a consisté à obtenir l'adhésion de tous pour que la prochaine vaccination en vue soit un succès. « Ce vaccin contient les antigènes des autres virus. Le premier vaccin ne protège que contre le virus Ebola Zaïre. Il ne peut pas être utilisé au Soudan, où on retrouve souvent Ebola Soudan. Ce vaccin Jonson and Jonson vous protège contre les autres types de virus Ebola. » Lors de l'utilisation de ce vaccin, le mois prochain, les petits commerçants qui font le trafic entre le Rwanda et la RDC seront parmi les premières cibles.

Kalemie : les enseignants décrètent et aussitôt suspendent leur grève. Les enseignants de Kalemie (Tanganyika) ont suspendu lundi 7 octobre 2019 la grève qu'ils avaient entamée plus tôt dans la matinée à la demande de l'intersyndical des enseignants. La semaine dernière, l'intersyndical des enseignants avait lancé un préavis de grève aux autorités de tutelle pour revendiquer des meilleures conditions de travail ainsi que l'amélioration des salaires. Bruno Jibikilayi a insisté notamment sur la nécessité d'accorder une retraite honorable aux enseignants.

Bukavu : les cours se poursuivent dans les écoles conventionnées. La reprise a été décidée à l'assemblée générale des enseignants tenue mercredi dernier au chef-lieu de la province du Sud-Kivu. Cette effectivité des cours a été également observée dans les écoles conventionnées protestantes. Le préfet de l'Institut Tumaini, Biringanine, s'est cependant interrogé sur la suite de cette année scolaire. « Qu'est-ce qui va nous arriver dans deux semaines ? Tout dépendra des dispositions que les autorités de tutelle vont prendre », a-t-il poursuivi.

Bukavu : les agents de Banro réclament la sécurité pour la reprise de leurs activités. « C'est juste demander au gouvernement de rétablir son autorité à Salamabila Namoya pour que les travailleurs rentrent sur le site. Nous savons que le gouvernement que nous avons prendra sa responsabilité (...) Il pourra rétablir la sécurité », a déclaré Yuma Baroani, président de la délégation syndicale de la société Banro. Selon les délégués syndicaux, la sécurité reste le défi majeur, qui empêche la reprise des activités de la société Banro dans ses sites d'exploitation minière ; en l'occurrence Namoya à Salamabila au Maniema et Kamituga au Sud-Kivu. « Nous, ce qui nous intéresse aujourd'hui, notre plus grand problème, c'est la sécurité qui doit être rétablie le plus tôt à Namoya », a insisté Yuma Baroani. Les participants à cette assemblée ont par ailleurs assuré leur employeur que tous les travailleurs n'avaient rien contre lui. « Nous sommes en train de l'accompagner pour qu'on arrive à bon port avec lui, pour qu'il reste notre employeur et que nous restions ses travailleurs », a rassuré Yuma Baroani. La société canadienne Banro, exploitant de l'or dans la province du Maniema, avait annoncé samedi 28 septembre, la suspension de ses activités pour des raisons sécuritaires.

Djugu : la Monusco facilite le dialogue entre les Fardc et la communauté Lendu. Les chefs de groupements des secteurs de Walendu Pitsi, Djatsi et Tatsi dans le territoire de Djugu (Ituri) se sont engagés à dénoncer les assaillants dans leurs entités coutumières respectives et à collaborer avec l'armée. Ils l'ont affirmé au cours du dialogue « de renforcement de confiance entre les Fardc et la communauté Lendu », avec la facilitation de la Monusco. De son côté, l'armée a résolu de réprimer tous les dérapages de ses hommes contre des civils pendant les opérations militaires. Ce dialogue de redynamisation du climat de confiance entre les FARDC et la communauté Lendu s'est tenu du 2 au 6 octobre à Kpandroma, Pimbo et Masumbuko. L'objectif de ces assises est de déceler les causes de méfiance entre les deux parties, en vue de trouver des solutions pour la promotion d'une paix durable en territoire de Djugu. La communauté Lendu reprochait les Fardc notamment d'assimiler ses membres aux assaillants. De son côté, l'armée accusait la population locale d'être en connivence avec ces hommes armés.

Goma : la prison de Munzenze compte plus de 2600 détenus au lieu de 300. La prison centrale de Goma, Munzenze, nécessite un désengorgement immédiat, ont plaidé lundi 7 octobre les responsables de cette maison carcérale. Conçue pour une capacité d'accueil de trois cents détenus, elle en compte environ deux mille six cents. Cette position est soutenue aussi par l'unité d'appui à l'administration pénitentiaire de la Monusco. La surpopulation carcérale notamment, avec toutes les conséquences connues comme l'étouffement des murs ou le risque d'une évasion massive des pensionnaires, par exemple, constitue « une bombe à retardement si rien n'est fait par les autorités compétentes », a averti le directeur de la prison Munzenze. Au-delà de la surpopulation carcérale, la Monusco dit avoir noté aussi les mauvaises conditions sanitaires et hygiéniques dans cette prison.

Le HCR va faciliter le retour de 4.000 réfugiés congolais vivant en Angola. Plus de 4000 réfugiés devraient quitter l'Angola pour rentrer chez eux et recevoir une aide pour ce retour dans la région du Kasaï, dans les semaines à venir. Le HCR fournit aux rapatriés des moyens de transport ainsi qu'une allocation d'aide en espèces pour leur réinsertion. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, ces rapatriements font suite à la signature, le 23 août dernier, d'un accord

tripartite sur le retour volontaire entre le HCR et les gouvernements angolais et congolais. Ces prévisions ne tiennent pas compte des réfugiés qui décident de rentrer sans l'aide des organismes humanitaires. Depuis le 18 août dernier, près de 12.000 réfugiés congolais, dont près de 7.000 enfants, sont spontanément rentrés chez eux. Dans le cadre de ces opérations, le HCR a créé un centre de transit d'urgence dans la ville frontalière de Kalamba Mbuji. Pourtant bien que les combats entre groupes armés se soient calmés, certains réfugiés ne savent toujours pas dans quelles conditions ils trouveront leur foyer. Dans ces conditions, certains refusent de rentrer chez eux et s'installent ailleurs car ils craignent un retour de la violence interethnique.

Bouclage à Beni : 16 militaires et 36 civils interpellés. D'après le commandant de la PNC dans la ville de Beni, le Colonel Safari Kazingufu, plusieurs effets ont été saisis : « Quand on fouillait leurs maisons, on a constaté les effets militaires ou les chanvres et autres choses qui ne cadrent pas avec la loi. Neuf armes AK 47, plusieurs munitions et les effets militaires et plusieurs biens volés et en plus les boissons fortement alcoolisées et les chanvres ». Ce bouclage organisé par la PNC, a reçu le soutien de l'armée et de la police de la Monusco (UNPOL) qui a offert son expertise à l'équipe de fouilles.

Sud-Kivu : Félix Tshisekedi inaugure le laboratoire agricole de Kalambo, baptisé au nom d'Olusegun Obasanjo, ancien président du Nigéria. Pour Nteranya Sanginga, directeur général de l'Institut international de l'agriculture tropicale (IITA) de Kalambo, le nom de l'ancien président du Nigeria se justifie par son engagement dans la promotion de l'agriculture. « En allant inaugurer le laboratoire agricole, ça permettra que certaines semences soient améliorées. Vous vous rappelez, certains produits agricoles, telles que les pommes de terre, ne sont cultivées dans l'Est de la RDC. Pourquoi pas les intensifier dans toute la RDC et ensuite arriver à les exporter vers l'Afrique du Sud ou les pays qui sont de grands consommateurs des pommes de terre. Et ça permettra que le chômage soit résorbé. Et le paysanat va rentrer comme à l'époque (...) Il y a aussi les préalables qu'il faut régler, notamment les routes de dessertes agricoles pour permettre que cette production puisse sortir. Rappelez-vous le riz Bumba que nous consommions à l'époque. On n'importait jamais le riz. Mais tout a disparu. Il faudra que le gouvernement puisse penser à relancer tous ces produits agricoles qui sont d'une consommation courante pour toute notre population », a indiqué Laurent Batumona, président du parti politique Mouvement de solidarité pour le Changement (MSC) **Pour Félix Tshisekedi, le laboratoire agricole de Kalambo vise à assurer la sécurité alimentaire.** « Ce projet agricole vise à assurer la sécurité alimentaire et améliorer la contribution de l'agriculture dans le produit intérieur brut par une production nationale accrue, de qualité et accessible à moindre coût. Il ne fait l'ombre d'aucun doute que la recherche est la composante essentielle du développement agricole (...) L'avènement de ce centre est la première étape de réhabilitation de tous nos centres de recherche agronomique et autres, notamment Yangambi dont les résultats de recherche ont permis à d'autres Etats d'améliorer leurs cultures de cacao et des palmiers à huiles », a affirmé Félix Tshisekedi.

La synergie des syndicats appelle les enseignants à accompagner la gratuité de l'enseignement de base. Cette recommandation a été faite à l'issue de la rencontre de lundi 7 octobre entre les syndicalistes et le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) Willy Bakonga. « Le ministre a donné une réponse ferme pour dire que, au niveau du gouvernement on est en train de prendre des mesures pour convoquer la commission paritaire de telle manière qu'on puisse discuter de toutes les questions. Et donc, le cri du SYNECAT est de dire à tous nos camarades, étant donné qu'aujourd'hui la gratuité est irréversible, nous tous devons accompagner cette gratuité et nous devons attendre la commission paritaire », rapporte ce mardi 8 octobre Jean-Bosco Puna, porte-parole de la Synergie. Selon lui, les questions liées aux salaires, frais de fonctionnement, prime et mutuelle de santé des enseignants ont été aussi au centre des discussions. Il ajoute que le ministre a rassuré les enseignants.

Mercredi 9 octobre.

La RDC demande aux Etats-Unis et à l'UE de lever les sanctions contre certaines personnalités congolaises. « Je suis, en ma qualité de ministre de promotion et de protection des droits humains, contre lesdites sanctions parce qu'elles violent le droit international. Tous les experts peuvent s'accorder là-dessus. En prenant ces sanctions, par ces puissances, on a ignoré le principe de présomption d'innocence et son corolaire de droit de la défense. Personne parmi les victimes de ces sanctions n'a été approchée », a argumenté André Lite. De son côté, l'ONG congolaise Association africaine des droits de l'homme, en appelle au maintien de ses sanctions. Cependant, son président propose que si jamais l'UE veut lever ces sanctions, il faudrait que ces personnalités congolaises soient jugées par la justice congolaise, parce que les faits qui ont conduit aux sanctions sont des faits infractionnels ayant occasionné la mort de certains Congolais. L'UE avait adopté ces sanctions contre certaines personnalités congolaises en décembre 2016 et mai 2017 pour « entrave au processus électoral et violation des droits de l'homme ».

La RDC risque de perdre 100 millions USD de prêt de la Banque mondiale. La RDC court le risque de perdre 100 millions de dollars américains de la Banque mondiale, si elle ne ratifie pas le texte autorisant ce prêt au plus tard le 24

octobre 2019. Il s'agit de la date butoir fixée par ce partenaire financier pour cette ratification, faute de quoi l'accord de ce prêt sera annulé. Ce fonds est destiné à financer le Projet d'appui au développement des Micros, petites et moyennes entreprises congolaises (PADM-PME). Ce financement, approuvé depuis juillet 2018 par le conseil d'administration de la Banque mondiale, a été adopté par le conseil des ministres le 27 septembre 2019. Et le gouvernement l'a transmis lundi 7 octobre seulement au Parlement congolais pour sa ratification. Le projet PADM-PME cible essentiellement les femmes et les jeunes entrepreneurs. Son financement est destiné à appuyer au moins 2500 PME de Kinshasa, Matadi, Goma et Lubumbashi et à créer neuf mille emplois directs, renseigne la fiche technique du projet.

Equateur : près de 250 enfants morts de la rougeole en un mois, dans la zone de santé de Basankusu. L'épidémie sévit actuellement dans douze zones de santé de l'Equateur. Le ministre provincial de la santé/Equateur, Bruno Efoloko, confirme que cette épidémie de rougeole a été déclarée, depuis la 36e semaine, dans douze zones de santé de la province. Il indique qu'en ce qui concerne Basankusu « l'OMS prévoit d'y descendre bientôt dans sa seconde phase d'intervention ». Celle-ci consiste notamment à la « gratuité des soins de rougeole, mais aussi au renforcement de la vaccination de routine par une double dose vaccinale ».

La clinique SOSAME récupère les malades mentaux de Bukavu. Les malades mentaux, qui vagabondaient à travers le centre-ville de Bukavu, ont été récupérés par le Centre psychiatrique de Karhale, SOSAME. Cette clinique des soins de santé mentale dit vouloir venir en aide à cette catégorie de personnes abandonnées par la société. La clinique SOSAME célèbre son jubilé ce mercredi 9 octobre 2019. Elle a totalisé vingt-cinq ans de traitement de maladies mentales dans la province du Sud-Kivu.

12 personnes guéries d'Ebola sortent du centre de traitement de Makayanga, à environ 70 km de Bunia dans le territoire d'Irumu en Ituri. Au total, quinze cas positifs d'Ebola avaient été admis depuis quelques semaines au centre de traitement de Makayanga. Le responsable de cette structure sanitaire, Claude Banga, rapporte que sept sont sortis, guéris, lundi dernier. Cinq autres survivants d'Ebola ont quitté ce mercredi dans l'avant midi. Trois autres malades d'Ebola poursuivent encore les soins au niveau du centre, affirme le médecin responsable.

Kinshasa : 3 morts suite à l'écroulement d'un mur à Selembao. Les victimes sont âgées de 28 ans, 6 et 4 ans. Le même mercredi, jeunes de quelques quartiers longeant la route de Matadi entre UPN et la Cité verte ont organisé une marche de colère pour interpeller les autorités sur les éboulements, les inondations des maisons et la progression des ravins dans ces quartiers. « Nous avons un problème d'érosions ici. Au-delà de la route au camp Dumez il y a une dizaine de maisons qui se sont écroulées. Il y a même un poteau géant de la SNEL qui risque d'être emporté. C'est pourquoi nous exigeons l'intervention du bourgmestre », a indiqué un manifestant.

La rougeole fait 4.000 morts en 8 mois. Depuis janvier 2019, annonce le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), 203.179 cas de rougeole ont été signalés dans les 26 provinces de la RDC, dont 4.000 décès. Le même communiqué indique que 90% des décès sont des enfants de moins de cinq ans, précisant que le nombre de cas de rougeole en RDC a triplé cette année par rapport à 2018. « Nous luttons contre l'épidémie de rougeole sur deux fronts : prévenir les infections et prévenir les décès », a déclaré le Représentant de l'Unicef en RDC, Edouard Beigbeder. Avec le gouvernement congolais et ses principaux partenaires, l'Unicef a vacciné les enfants contre la rougeole et, en même temps, fournit aux centres de santé des médicaments qui traitent les symptômes.

Mme Zerrougui salue la mise en place d'un programme ambitieux qui vise à stabiliser le pays. « Des initiatives diplomatiques régionales ont été lancées. Un gouvernement de coalition a été mis en place avec un programme ambitieux qui vise à stabiliser le pays, améliorer sa gouvernance et le mener vers le développement économique. Il incombe aujourd'hui à l'ensemble de la classe politique congolaise de soutenir ces dynamiques, et d'œuvrer à leur consolidation (...) De nouvelles dynamiques positives, susceptibles à terme de mener le Congo vers une paix durable et la stabilité, se mettent en place suite à la transition pacifique du pouvoir que nous avons connue en ce début d'année (...) Tout en poursuivant notre soutien aux autorités congolaises pour la neutralisation des groupes armés qui représentent une menace inacceptable pour les populations civiles, nous devons ensemble renforcer les fonctions régaliennes de l'Etat et sa capacité de gérer le pays en promouvant un Etat de droit (...) Pour s'attaquer davantage aux causes profondes de ces conflits, la Monusco met l'accent sur l'appui au gouvernement pour encourager les efforts locaux et nationaux de médiation et de réconciliation et pour répondre à l'incitation à la haine ethnique par le biais de stratégies ciblées contre le discours de haine», a affirmé Mme Zerrougui, la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en RDC

Kongo central : l'épidémie de la rougeole touche 7 zones de santé sur les 31. Près de 130 cas ont été détectés dans l'unique zone de santé de Matadi. Le médecin chef de cette zone de santé Dr Gate Makindu rappelle que la rougeole est

contagieuse et ne peut pas se soigner à domicile. Il recommande aux parents de faire vacciner leurs enfants lors des programmes de vaccination de routine.

Ebola : 8 jours sans nouveaux cas à Butembo, informe le docteur John Kombe, coordonnateur de la riposte à Butembo. Selon lui, seuls quatre cas d'Ebola sont pris en charge actuellement au Centre de traitement d'Ebola de Katwa, à 7 km de la ville. Dans le Centre de traitement de Butembo, il n'y a que des cas suspects qui sont sous surveillance.

Nord-Kivu : au moins 1100 ménages fuyant les affrontements entre Fardc et miliciens s'installent à Mwesso, et 800 autres à Muhongozi, dans le territoire de Masisi. Depuis quelques temps déjà, l'armée mène une traque contre les Mai-Mai Collectif des mouvements pour le changement (CMC) de Domi, dans cette partie où les groupes armés sèment la terreur.

Jeudi 10 octobre.

Félix Tshisekedi attendu ce jeudi à Beni. « Vous savez que la priorité du "Raïs"(chef), c'est la paix et le social. Rappelez-vous de son discours à la tribune des Nations unies à New York. Il est revenu sur la problématique de la paix, et il a plus accentué sur Beni quant à ce qui concerne les ADF. Et ça, c'est l'un des objectifs de l'arrivée du chef de l'Etat ici dans notre province et plus particulièrement en ville de Beni. C'est le souhait de tout le monde et même celui du Raïs, le retour de la paix et la stabilité. Il le dit souvent. Nous tous, avons besoin de la paix, car il n'y a pas de développement sans la paix », a affirmé Carly Nzanzu, le gouverneur du Nord-Kivu. Mercredi 9 octobre, le président Tshisekedi a dirigé un conseil national de sécurité à Bukavu. Les gouverneurs de l'Ituri, du Maniema, du Tanganyika, du Nord et Sud-Kivu ont pris part à cette réunion. Les points évoqués ont été notamment l'insécurité dans plusieurs provinces de l'Est de la RDC, un plan de Désarmement démobilisation et de réinsertion (DDR) clair qui sera bientôt élaboré par le gouvernement congolais et l'appareil judiciaire, bénéficiera d'un appui en équipement et d'un renforcement en effectifs des magistrats dans les provinces de l'Est.

La FEC exige du Parlement la ratification du prêt de 100 millions USD promis par la Banque mondiale. La commission de Petites et moyennes entreprises à la Fédération des entreprises du Congo (FEC) demande aux deux chambres du Parlement d'examiner urgemment le texte de ratification du prêt de 100 millions de dollars américains, destiné à financer les petits entrepreneurs congolais. Ce crédit de la Banque mondiale « est un appui considérable pour les PME », estime Féli Samuna, espérant que le président de la République, « qui est sensibilisé aux problèmes des PME », pourra aussi apporter son soutien dans la promulgation rapide après ratification au niveau du parlement. « Donc, nous au niveau de la FEC, nous sommes vraiment inquiets que ce processus soit mis en berne et nous espérons un sursaut au niveau du Parlement », poursuit-il. La RDC a jusqu'au 24 octobre pour ratifier le texte de la Banque mondiale accordant ce prêt, faute de quoi elle perdra les 100 millions USD promis aux Petites moyennes entreprises.

Kinshasa : 5 criminels condamnés à mort pour meurtre. Ces condamnés, parmi lesquels une jeune dame, sont auteurs d'une multitude d'enlèvements dans des voitures de transport en commun, communément appelés « ketch » dans la ville de Kinshasa. Après 5 heures de plaidoiries suivies de près par un grand public, les prévenus sont passés aux aveux. Ils ont cependant interrogé les juges pour savoir si ceux de la bande qui n'ont pas touché physiquement la victime vont subir la même condamnation. Ces propos ont irrité le public bien avant que le verdict soit prononcé.

Le gouvernement marocain accorde 80 bourses d'études aux Congolais. Ces derniers vont étudier dans les universités marocaines pour l'année académique 2019-2020. Chaque année « on a pratiquement huit mille étudiants venant de toute l'Afrique qui étudient au Maroc. C'est un aspect de la coopération Sud-Sud et c'est une illustration de la sincérité du Maroc, quand il s'agit de la coopération avec tous les pays africains. » Par ailleurs, l'ambassadeur Agassim Rachid a invité les jeunes bénéficiaires de bourses : « Vous avez un grand pays, un beau pays. S'il vous plaît, parlez de votre pays, soyez fiers de votre pays. Donnez l'image qu'il se doit à votre pays, le pays riche par ses hommes, par ses ressources naturelles. Dites à vos amis marocains que vous avez un très beau pays et que vous possédez 60% de la forêt tropicale de l'Afrique ».

Kinshasa : 37 entreprises congolaises attendues à la 2e semaine belge. La deuxième édition de la semaine belge se tiendra du 14 au 19 octobre à Kinshasa au centre TEXAF Bilembo, a annoncé mercredi 9 octobre le nouvel ambassadeur de la Belgique en RDC, Johan Indekeu. Elle connaîtra la participation d'au moins 37 entreprises congolaises. Cette rencontre, qui vise à montrer le savoir-faire belge dans plusieurs domaines de coopération avec la RDC, est placée sous le thème "Environnement, agriculture, industrie et services connexes". Cette édition prévoit des tables-rondes, des expositions, des conférences autour des thèmes variés, comme l'environnement, l'éducation, la santé et l'agriculture.

Félix Tshisekedi est arrivé à Beni. Il a été accueilli à sa descente d'avion à l'aéroport de Mavivi par le gouverneur de province du Nord-Kivu, Nzansu Kasivita, le maire de la ville, les responsables militaires ainsi qu'une foule nombreuse. Le Chef de l'Etat s'est rendu à Beni, afin d'encourager et d'apporter son soutien aux troupes Fardc. Pour lui, la restauration de la paix dans la partie Est du pays est un combat qui vaut le sacrifice suprême. Au cours d'un meeting qu'il a tenu jeudi 10 octobre au Rond-Point Nyamwisi de Beni (Nord-Kivu), Félix Tshisekedi a déclaré : « Je reviendrai encore ici quand la région sera libérée complètement, parce que nous nous apprêtons à lancer la dernière attaque contre les combattants ADF dans les jours à venir afin de les exterminer définitivement. Que Dieu vous protège ! ». Lors de cette même adresse, Félix Tshisekedi a également promis la relance de l'agriculture dans cette région ; avant d'annoncer le début pour bientôt de la construction des axes routiers Kasindi-Beni-Butembo, Beni-Kisangani et Mbau-Kamango.

Nord-Kivu : le village Kitobo déserté après affrontements entre les Mai-Mai APCLS et NDC/Rénové. La population du village de Kitobo, secteur d'Oso Banyungu dans le territoire de Masisi a fui ses habitations le mardi 8 octobre à la suite des affrontements qui ont opposé dans la matinée le combattant du NDC-Rénové et ceux de l'APCLS de janvier Kalahiri. Jusqu'à ce jeudi 10 octobre, le NDC/Rénové occupe toujours ce village de Kitobo, et « la population n'a toujours pas regagné le village », précisent des sources locales.

Sud Kivu : Les députés demandent au président Félix Antoine Tshisekedi d'opérer des permutations dans l'armée et la police. « Nous avons constaté que ce genre d'Officiers se considèrent aujourd'hui comme des chefs coutumiers. La population est déjà fatiguée avec leur système de gestion, il y a des tracasseries, il y a des abus qui se commettent de la part de ses officiers, c'est pourquoi nous avons recommandé au président de les muter, de faire le remplacement avec d'autres unités des officiers militaires et policiers afin de garder au moins la confiance que la population doit nécessairement avoir avec la police et l'armée » a rapporté Jacques Kamanda. Les députés provinciaux ont proposé à Félix Tshisekedi d'encourager la politique de non originaires au sein de l'armée.

Bukavu : des mesures pour restaurer la sécurité dans l'Est de la RDC. Félix Tshisekedi a présidé mercredi 9 octobre à Bukavu le conseil national de sécurité élargie aux gouverneurs de cinq provinces (l'Ituri, le Nord et le sud Kivu, le Maniema et le Tanganyika). Au nombre de ces mesures, figure en premier lieu « la mise en place dans un meilleur délai d'un plan de Démobilisation, désarmement et réinsertion ». Ce plan doit prendre en compte le coût et le schéma de réintégration. De ce fait, en plus de l'annonce du renforcement des effectifs des FARDC et de la police dans la région, le conseil a instruit les services des renseignements de « travailler en collaboration avec les communautés locales, pour identifier les tireurs des ficelles impliqués dans la manipulation des groupes armés et de la population pour qu'ils répondent de leurs actes. » Par ailleurs, le conseil a promis « l'appui à la justice en équipements et en effectif des magistrats. »

Vendredi 11 octobre.

Kananga: 7 ans de prison requis contre un officier des Fardc pour viol d'enfant et 480 USD d'amendes contre le lieutenant Muhindo, un instructeur de l'académie militaire. L'officier est accusé d'avoir eu des relations sexuelles en avril dernier à deux reprises dans une chambre d'hôtel à Kananga avec une fille âgée de 13 ans. Depuis le début du procès, l'accusé nie les faits mis à sa charge et assure être l'objet d'une machination. Le tribunal va rendre son verdict le jeudi prochain.

Un projet de loi en gestation pour l'abolition de la peine de mort. Le vice-ministre de la Justice, Bernard Takayite, a affirmé : « Il y a déjà un projet en gestation qui sera déposé bientôt à l'Assemblée nationale, pour que nous ayons une loi par rapport au code pénal », a-t-il révélé. D'après lui, « le projet de loi en gestation propose de commuer la peine de mort en perpétuité ». Me Liévin Ngondji, de l'ASBL Culture pour la paix et la justice « il y a une évolution positive dans la lutte contre la peine de mort en RDC. Mais, cela doit être une affaire de tous ».

Disparition d'un avion assurant la logistique présidentielle. D'après un communiqué de l'Autorité de l'aviation civile, il s'agit d'un avion-cargo de type Antonov 72 opéré par la force aérienne de la RDC. L'appareil est parti de Goma jeudi à 13h32, temps universel. Il a perdu contact avec le centre de contrôle dans les airs aux environs de 15h, alors qu'il devait atterrir à Kinshasa à 16h43, temps universel. Le communiqué officiel de l'Autorité de l'aviation civile parle de 8 morts : 4 membres d'équipage et 4 passagers civiles et militaires. Mais des sources parallèles proches de la présidence de la République renseignent que l'aéronef avait à son bord près de 27 personnes. Aucun de passagers n'aurait survécu et les débris calcinés de cet appareil seraient donc retrouvés à Kasese dans le Maniema, renseignent des sources de la Régie des voies aériennes.

Lubumbashi : au moins 5 morts après affrontements entre policiers et présumés miliciens Bakata Katanga. Des tirs ont été entendus vendredi 11 octobre aux petites heures du matin aux environs du marché Zambia dans la commune de Rwashi à Lubumbashi. Certaines sources ont avancé un bilan de cinq morts parmi les assaillants. Les assaillants sont passés par le quartier Kipanta et se dirigeaient vers le quartier Luwowoshi dans la commune annexe à Lubumbashi. Alertées, les autorités de la police y ont dépêché des éléments pour les contenir et les mettre hors d'état de nuire. Ils ont été appuyés par les Fardc. Il s'en est suivi des affrontements entre les deux parties. Les forces de l'ordre poursuivaient encore en début d'après-midi les assaillants dans la brousse environnante, où ils se sont retranchés.

Kinshasa : manifestation des militants après disparition d'un avion assurant la logistique présidentielle. Des militants de l'UDPS ont manifesté vendredi 11 octobre matin leur colère à Kinshasa contre la disparition, la veille, de l'Antonov qui assurait la logistique du président de la République entre Goma et Kinshasa. Les manifestants demandent que toute la lumière soit faite sur cet accident d'avion, qui a coûté la vie à des membres de la délégation qui accompagnait le président Félix Tshisekedi à Bukavu ainsi qu'à l'équipage.

Rutshuru : au moins 59 personnes enlevées en 2 mois. « C'est tout Rutshuru qui est vraiment en proie à l'insécurité. Il y a des inciviques qui circulent avec des armes, des FDLR, il y a des milices partout, des Maï-Maï, qui circulent dans le territoire. Vraiment, ils mettent en mal la population de Rutshuru. Ça, c'est la cause principale des kidnappings en territoire de Rutshuru », a déclaré Kambale Shangiliya, député national.

Le processus de décentralisation est mitigé, plus de 10 ans après son lancement. Le ministère de la Décentralisation et le PNUD ont organisé ce vendredi 11 octobre à Kinshasa un atelier de restitution du rapport des missions des états de lieux des provinces. Plus de dix ans après le déclenchement du processus de décentralisation en RDC, le constat reste mitigé. Hormis quelques avancées enregistrées au niveau de cadre légal et institutionnel, « le transfert des compétences et des ressources n'est toujours pas effectif. Le manque de logistique adéquate et l'insuffisance d'infrastructures pour appuyer ce transfert des compétences est criant. Le financement pour y parvenir peine à être à la hauteur », indique ce rapport. Les participants à l'atelier ont demandé au gouvernement d'élaborer « des mesures d'application clarifiant les compétences concurrentes entre l'Etat et les provinces ; l'élaboration des mesures d'application des lois en vue d'harmoniser les attributions des services du pouvoir central, des provinces et des entités décentralisées. » Le rapport recommande par ailleurs que « les provinces et les entités décentralisées soient dotées de tous les outils de planification et de gestion ».

Ituri : 5 morts après accrochages entre Fardc et Maï-Maï. Des miliciens Maï-Maï ont attaqué une position des Fardc jeudi 10 octobre dans la petite localité de Mboki chefferie de Babila Babombi dans le territoire de Mambasa (Ituri). Il s'en est suivi un échange de tirs, à l'issue duquel quatre miliciens et un militaire Fardc ont été tués. Des sources sécuritaires affirment que l'armée a réussi à repousser ces hommes armés vers le Nord-Kivu. Environ 380 familles ont fui leur village.

Equateur : le MLC célèbre son 21e anniversaire. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) fête son 21eme anniversaire d'existence vendredi 11 octobre. Un meeting a été organisé à Kisangani où le président de ce parti, Jean-Pierre Bemba, est arrivé ce même vendredi.

Samedi 12 octobre.

Disparition de l'avion assurant la logistique présidentielle, le lieu du crash identifié. Les premières informations révèlent que l'accident se serait produit à plus ou moins 80 km du village de Pene Djoka, sur la montagne de Katumwe vers Kasese, dans la province du Maniema. Au stade actuel, les recherches se poursuivent mais interrompues par suite des mauvaises conditions météorologiques enregistrées dans la province du Maniema. « Elles reprendront ce samedi 12 octobre 19 avec l'accord de la Monusco d'appuyer nos Forces Aériennes avec le déploiement des équipements de télédétection qui permettront de balayer toute la zone où le signal de l'avion a été perdu », souligne le communiqué. Tout porte à croire, aux premières analyses des spécialistes du domaine aéronautique, que « les mauvaises conditions météorologiques seraient à l'origine de cet incident dramatique survenu », poursuit le communiqué. Les enquêtes en cours seront en mesure de déterminer les causes réelles de l'accident et de dégager les responsabilités.

Parlement : le groupe parlementaire MS-G7 attend la convocation de l'opposition pour désigner son porte-parole. Le député Christophe Lutundula, issu de ce groupe parlementaire, a souligné que la désignation du porte-parole de l'opposition devrait se faire dans le mois qui suit l'investiture du gouvernement, conformément à l'article 18 de la loi portant statut de l'opposition. Il souligne par ailleurs que les deux groupes Parlementaires avaient déjà saisi Alexis Tambwe Mwamba et Jeannine Mabunda depuis le 1er octobre dernier conformément à la loi.

Au cours d'un meeting à Kisangani, Jean-Pierre Bemba appelle à l'unité pour relever le défi du développement. Avec ce meeting, le MLC a clôturé ainsi les manifestations commémoratives de son 21^e anniversaire, célébré à Kisangani, la ville qui l'a vu naître, en septembre 1998. Jean-Pierre Bemba constate malheureusement que le pays est quasiment revenu à la case du départ avec la mauvaise gouvernance, la corruption, le manque de justice et le détournement des deniers publics. Il promet de poursuivre la lutte dans la démocratie en appelant ses militants à l'unité en vue de relever le défi du développement. Afin de faire entendre la voix du MLC auprès des autorités et s'opposer aux antivaleurs, il a demandé à ses militants de participer massivement à une grande marche pacifique le 19 octobre prochain, organisée par le Comité laïc de coordination.

Général Elias Martins : « Mon souhait est de voir la RDC se stabiliser dans la paix pour son développement ». Le général Philo va quitter la RDC d'ici quelques semaines après un an et demi des services à la Monusco. « Je quitte le pays pendant un moment crucial, un moment où l'armée lance les hostilités contre les groupes armés. Je crois qu'après les élections, le pays commence à traverser un moment délicat de changement sur tous les plans, que ça soit politique ou militaire. Pour nous, nous avons cette chance d'avoir servi pour cette nation, quelque chose de très important celle de défendre le pays contre les groupes armés. Tout ce que nous souhaitons et voulons, c'est le support, le soutien maximal de la population à l'armée, pour qu'elle réussisse sa mission de sécuriser le territoire national », a souhaité le général Martins Filho, commandant de la Force de la Monusco.

Nord-Kivu : les notables de Beni vont soutenir les Fardc dans la traque des groupes armés. « Nous les notables de Beni, en réponse à l'appel du chef de l'Etat, nous rassurons que nous sommes engagés à soutenir les Fardc pour qu'elles réussissent dans cet assaut que nous voulons être l'assaut final. Nous demandons aux nombreux membres des groupes armés de saisir l'appel pathétique du chef de l'Etat, en se rendant volontairement afin de pacifier la contrée, et de ne pas gêner les opérations militaires contre les ADF. Nous voudrions que tous les Mai-Mai ne puissent plus trainer les pieds en brousse, parce que le chef de l'Etat s'est dit disposé à les écouter, et à répondre à leurs préoccupations en vue de rétablir la paix et la sécurité durable (...) Notre vœu le plus ardent, c'est de voir les Fardc se lancer effectivement à l'œuvre. Qu'elles procèdent effectivement par la couverture des villages et agglomérations, le long des axes routiers Beni-Eringeti, Beni-Kamango, Beni-Kasindi, ainsi qu'autour de la ville de Beni, afin que, des milliers des déplacés soient en situation de regagner leurs milieux d'origines », a indiqué Omar Kavota, notable de Beni.

Ebola en Ituri : la coordination de riposte se félicite de l'engagement de la communauté, dans le processus de l'éradication de cette épidémie dans cette province. Christophe Shako, responsable de structure indique que ces derniers jours, il y a moins de résistance dans des zones touchées par cette maladie. Ce qui permet selon lui, de stopper la chaîne de propagation de virus.

Nord-Kivu : les enseignants des écoles publiques de Goma durcissent leur mouvement de grève. Plus de mille enseignants de tous les réseaux conventionnés confondus des écoles publiques de la ville de Goma (Nord-Kivu), décident de poursuivre et de radicaliser leur mouvement de grève déclenché depuis deux semaines maintenant. « La grève reste radicalisée jusqu'à ce que le dernier enseignant non inscrit sur la liste de paie soit payé. Une marche sera organisée le 14 octobre. Cette marche partira de l'Institut de Goma et aura pour point de chute, le gouvernorat. Et nous allons présenter notre memo ».

L'administration du 2^e vaccin contre Ebola programmée au mois de novembre. « Vers le 18 octobre, le vaccin arrive à Goma et on va commencer la vaccination au début de novembre. Il y a déjà deux communes qui ont été choisies : Madjengo et Kahembe. Parce que dans l'une des communes, il y a beaucoup de ressortissants de Beni et Butembo. C'est donc une commune à risque. Et certainement, nous allons étendre aussi cette vaccination à nos petits commerçants qui vont à Gisenyi au Rwanda pour protéger nos voisins du Rwanda. Si ça marche bien, nous pouvons étendre cela à d'autres provinces, certainement le Sud-Kivu et l'Ituri », a expliqué le Dr Muyembe.

Mbuji-Mayi : policiers grièvement blessés et 3 véhicules de la police endommagés dans les échauffourées. Ce bilan, encore provisoire, est le résultat des échauffourées ayant opposé les policiers à certains manifestants. D'après le commissaire divisionnaire de la province du Kasaï Oriental, une partie de la population s'insurge contre l'arrivée à Mbuji-Mayi, du député national et gouverneur honoraire Alphonse Ngoyi Kasanji, venu pour prêter serment comme avocat au barreau local.

Maniema : le gouverneur déclare l'épidémie de choléra sur toute l'étendue de sa province. « Par ailleurs, nous demandons à toute la population d'observer les mesures rigoureuses d'hygiène à savoir : le lavage des mains au savon, à la cendre, pendant les moments clés. Avant de manger, après avoir été aux toilettes, après avoir changé des linges de l'enfant.

Traiter bien l'eau de consommation, éviter de toucher un malade ou un cadavre mort de choléra. Consulter la structure sanitaire la plus proche en cas de diarrhée », recommande M. Musafiri.

Dimanche 13 octobre.

Nord-Kivu : 26 morts enregistrés depuis le début de l'année à la prison de Rutshuru. Les sources pénitentiaires et des organisations de la société civile de Rutshuru affirment que cette maison carcérale est confrontée aujourd'hui aux sérieux problèmes de pénurie des nourritures et des soins médicaux en faveur des détenus. Faute de médicaments et d'une bonne prise en charge alimentaire, les détenus malades, sont « abandonnés à leur triste sort jusqu'à ce que la mort s'en suive ». La plupart des détenus sont déjà morts de faim et des maladies telles que la diarrhée, les infections pulmonaires, la tuberculose, soulignent les mêmes sources. Les frais de subvention envoyés par le gouvernement central n'arrivent pas régulièrement et parfois restent insuffisants par rapport à la charge alimentaire et médicale des détenus.

Nord-Kivu : la Monusco évalue la situation sécuritaire à Rwangoma, quartier de la commune de Beu dans la ville de Beni, souvent cibles des attaques des ADF. Cette mission conduite par le chef de bureau de la MONUSCO Beni était constituée de certaines sections de la Mission onusienne. Sur place à Rwangoma, Richard Kakule, le chef de ce quartier a confirmé que la population commence à regagner le milieu trois ans après l'avoir abandonné suite au massacre d'au moins 50 civils et de plusieurs attaques menées par les ADF dans cette partie de la ville de Beni.

Djugu : 4 assaillants tués dans les affrontements avec les Fardc à Kparangaza, un centre commercial situé à environ 40 km au Nord de Bunia dans le territoire de Djugu. Des sources coutumières indiquent que ces hommes armés sont identifiés comme des assaillants du groupe Coopérative pour le développement du Congo (Codeco) qui ont attaqué une position des Fardc. « Parmi nos positions, l'une a été attaquée. Cela s'est soldé par un échec cuisant. La situation est sous contrôle des Forces armées de la RDC. Ces assaillants voulaient juste se ravitailler. Malheureusement pour eux, les Fardc étaient vigilantes. Nous avons poursuivi ces hors-la-loi. Actuellement, la situation est sous contrôle des Fardc », a précisé le lieutenant Jules Ngongo.

Général Sylvain Ikenge : « La route Mbau-Kamango est ouverte pour les convois militaires et non pour l'usage civil ». Les Fardc interdisent à la population d'emprunter la route Mbau-Kamango, longue d'environ 90 km et située dans le territoire de Beni. Selon le porte-parole adjoint des Fardc, cette route de desserte agricole rouverte il y a quelques jours, l'est uniquement pour des raisons opérationnelles de l'armée contre les ADF. D'après le général Sylvain Ikenge, cette interdiction qui reste en vigueur jusqu'à la fin de ces opérations, concerne également l'accès de la population de la zone dite Mayongose située à une dizaine des kilomètres au Nord Est de la Ville de Beni. « Cette route constitue une partie où doivent se dérouler les opérations puisque l'ennemi est là. Aucun engin ne pourra passer puisque les militaires ont été instruits pour que personne ne puisse utiliser cette route pour une exploitation quelconque. C'est une zone opérationnelle occupée par l'ennemi, cette zone n'est pas encore nettoyée », ajoute le général Sylvain Ikenge.

Les entreprises du portefeuille de l'Etat et les services publics ne vont plus financer les dépenses des ministres. « Aucune entreprise du Portefeuille de l'Etat ni aucun service public ne devra plus financer les dépenses des frais de fonctionnement et des missions des ministères », a instruit le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba. Il a adressé cette instruction à tous les membres de son gouvernement. « Il me revient que certains cabinets ministériels s'adressent aux entreprises du Portefeuille de l'Etat ainsi qu'aux établissements publics sous leur tutelle pour la prise en charge des dépenses de fonctionnement et/ou des missions », introduit le Chef du gouvernement dans cette correspondance. Sylvestre Ilunga souligne que « de telles pratiques sont contraires à la bonne gouvernance et constituent une grave entorse à l'acte d'engagement éthique auquel les membres du gouvernement ont individuellement adhéré ». Le chef du Gouvernement exige en plus que les gestionnaires des entreprises publiques fassent également rapport sur les dépenses de ce genre qu'ils auraient déjà financées.

Sankuru : des débris d'un avion et 4 corps découverts près du village Okoto. Pour l'heure, aucune source officielle n'a encore fait de lien entre cet appareil et l'avion assurant la logistique de la présidence de la République dont on est sans nouvelle depuis jeudi dernier. Un agent de l'association humanitaire Catholic Relief Services en mission sur place s'y est rendu ce dimanche en milieu de matinée. Selon les informations transmises à ce dernier par Motorola, les habitants d'Okoto ont découvert quatre corps, huit armes et des munitions à côté des débris d'un appareil de couleur bleu et blanc. Le président de l'assemblée provinciale du Sankuru joint au téléphone en milieu d'après-midi a annoncé qu'un responsable de la police et de l'agence nationale des renseignements ainsi que l'administrateur du territoire accompagnés de quelques militaires, ont quitté la cité de Kole ce dimanche pour se rendre vers le lieu où les débris ont été découverts.

Lundi 14 octobre.

La société civile de Lubero appelle à une bonne prise en charge des miliciens ayant fait reddition. Le responsable de la coordination territoriale de la société civile de Lubero, Georges Kosovo, exprime sa crainte de voir ces combattants retourner de nouveau dans leurs maquis en brousse, si rien n'est fait. Depuis le début de la sensibilisation des leaders des groupes armés, selon Georges Kosovo, « il y a une volonté manifeste de reddition. Déjà dans certaines positions, on constate des redditions qui sont en train d'être enregistrés. » Georges Kosovo appelle alors le gouvernement à mettre en place un programme convenable, qui puisse assurer la prise en charge des combattants qui se sont rendus. D'autres groupes armés dans cette région attendent toujours des signaux clairs du gouvernement pour déposer les armes, a souligné Georges Katsovo.

Les jeunes s'impliquent dans la sécurisation de la ville de Butembo. D'après le président du conseil urbain de la jeunesse de Butembo, Franck Mukendi, « l'organisation des structures des jeunes revêt d'une importance capitale à Butembo, vue l'implication de cette dernière dans la sécurisation de la ville. » Franck Mukendi explique que « par rapport à la sécurité, nous avons eu des sérieux problèmes. Moi-même, on a été plusieurs fois visité par des bandits, c'est ainsi que les jeunes se sont organisés presque dans tous les quartiers et cela a produit beaucoup d'impacts...et ce qu'on est en train de plus apprécier, ce sont ces jeunes qui sont en train de travailler, dans le cadre sécuritaire et de collaborer avec les services appropriés. » Selon lui, dans des quartiers comme Vuteste, les jeunes ont attrapé un bandit armé. Ce dernier a pu se sauver, mais il a laissé son arme et les jeunes l'ont emmenée chez le chef du quartier.

L'armée s'apprête à lancer une offensive contre les ADF. Pour les FARDC, des mesures sont prises pour ne pas exposer les civils comme cible des ADF au lancement des opérations contre ce groupe armé. Le général Sylvain Ekenge, porte-parole adjoint de l'armée : « Sur instruction du Chef d'Etat-major général des FARDC, le commandant de la 3e zone de défense a répercuté les ordres au commandant du secteur opérationnel, qui a diffusé un télégramme qui interdit l'accès des civils dans les positions militaires. Tout commandant qui sera surpris dans ses positions avec des civils subira la rigueur de la loi. Donc, il est strictement interdit aux civils d'accéder aux positions militaires. » Le porte-parole adjoint des FARDC annonce également l'interdiction aux véhicules de l'armée de transporter des effets, qui n'appartiennent pas aux militaires. Selon lui, les véhicules des militaires ne transportent que des rations destinées aux militaires, les ravitaillements en termes d'armes et munitions. Depuis quelques jours, selon des témoins, plusieurs militaires arrivent en renfort dans la région de Beni.

La Monusco engagée dans les recherches de l'Antonov 72. « La MONUSCO a été approchée par les autorités congolaises afin d'apporter un soutien pour la recherche de l'avion qui a disparu jeudi dernier. La Représentante spéciale (du Secrétaire général de l'ONU en RDC) s'est entretenue à ce sujet avec le président de la République pendant le week-end. C'est ainsi que depuis samedi, les hélicoptères ont survolé les zones présumées du crash (...) Maintenant de façon concrète, puisque la zone semble avoir été identifiée, des hélicoptères sont en route pour aller sur cette zone afin de pouvoir mener des opérations de secours. Nous avons tous les équipements et tous les personnels qui sont entraînés pour ce genre des choses », a indiqué Florence Marchal.

Mambasa : des jeunes attaquent l'équipe de riposte à Ebola après le décès d'un enfant. Le calme est revenu ce lundi 14 octobre à Lolwa-centre, après une vive tension enregistrée dimanche dans ce village situé à 64 km de Mambasa sur la route nationale numéro 4. Cette tension était due à la colère de la population, qui protestait contre la mort d'un enfant à l'hôpital général de la place. Pour les manifestants, le personnel soignant de la maladie d'Ebola dans cette structure médicale sont à l'origine de ce décès. Ils ont notamment saccagé tous les dispositifs de lavage des mains qui s'y trouvaient. Tout est parti de la mort d'un enfant de trois ans, qui souffrait du paludisme. Ce dernier était admis à l'hôpital général de Lolwa pour recevoir les soins.

Mbuji-Mayi : vente du premier lot des poulets de chair de la ferme DAIPN. La première vente des poulets de chair du Domaine agro-industriel présidentiel de Lukelenge (Kasaï-Oriental) a été réalisée le samedi 12 octobre 19 à Mbuji-Mayi. D'après le responsable du domaine, au moins 1300 poulets ont été vendus au prix de 15 000 francs congolais la pièce. Le gouverneur de province du Kasaï-Oriental a tenu au début du week-end une réunion avec la délégation du Fonds de promotion de l'industrie (FPI), qui appuie ce projet de réhabilitation de DAIPN Lukelenge, pour exiger la réduction du prix de poulet. Mais, le directeur adjoint aux Etudes au Fonds de promotion de l'industrie et coordonnateur du projet de Réhabilitation de DAIPN Lukelenge, François Mpuila, a fait savoir : « Nous travaillons sous la majeure partie de la journée sous le groupe électrogène et que l'aliment est importé. Ce qui fait aussi cette difficulté, il y a des occupants illégaux qui sont sur le site, qui devraient être délogés pour nous donner des espaces afin que nous puissions faire la production agricole des maïs et de soja sur place ...afin que les produits arrivent à coûter moins cher ».

Beni : 3 civils tués lors d'une attaque attribuée aux ADF à Mukoko. Une nouvelle attaque attribuée aux rebelles des ADF a été signalée tôt lundi 14 octobre à Mukoko, sur la route d'Eringeti, à plus ou moins 10 km d'Oicha. Le bilan fait état de trois morts et deux blessés. Cette énième attaque intervient au moment où l'armée annonce la traque contre les ADF dans la région de Beni. Cette attaque a occasionné la paralysie des activités sur cet axe.

Mardi 15 octobre.

Mbuji-Mayi : manifestation des agents de la SCPT contre une décision du parquet général, pour réclamer trois véhicules et les équipements de maintenance saisis par le parquet général depuis le mois de juin dernier, juste après la fin des travaux d'installation de la fibre optique au Kasai-Oriental. Ces travaux avaient été réalisés par l'entreprise chinoise China International Technology Company (CITCC). Le procureur général explique de son côté qu'aucun accord n'a été signé entre l'entreprise chinoise et la SCPT sur la remise de ces équipements à la SCPT. « Il n'y a pas une plainte des Chinois. Mais, on voit que le parquet a une mauvaise volonté, mais aussi une mauvaise intention comme s'il voulait s'accaparer de ces biens-là. Et pourtant, le travail est là ! Le chef de l'Etat est en train de prôner le système du numérique, qui a pour socle la fibre optique. On est bloqué, on ne (peut) pas travailler », a expliqué Célestin Mukala, vice-président de la délégation syndicale. Contacté par Radio Okapi, le procureur général, Romialde Mpungwe, a rejeté ces accusations. Selon lui, aucun accord n'avait été signé entre la SCPT et l'entreprise chinoise portant remise de ces engins à la SCPT.

Kinshasa : Ilunga Ilunkamba autorise la reprise de la construction du campus de l'INA. Les travaux de construction du Centre culturel et artistique de l'Afrique centrale et du campus moderne de l'Institut nationale des arts peuvent reprendre, le long du Boulevard Triomphal en face de la face principale du Palais du peuple à Kinshasa. « Son Excellence Monsieur le Premier ministre a pu constater que les travaux redémarreraient et que les textes qui octroyaient la propriété du terrain étaient à jour. Donc, à la suite de cela, les travaux vont recommencer. » Ces travaux étaient suspendus à titre conservatoire sur instruction du ministre de l'Urbanisme et Habitat, Pius Mwabilu, estimant que ce site avait été attribué à une firme américaine.

Les débris de l'avion accidenté formellement identifiés à Kole. Les experts ont confirmé mardi 15 octobre que les débris trouvés près de Kole, dans la province de Sankuru, étaient ceux de l'AN 72 opéré par la force aérienne pour la logistique présidentielle. L'aéronef avait disparu jeudi dernier, quelques minutes après son décollage de Goma. Parmi les indications qui confirment l'identification du crash figurent le numéro d'immatriculation EK-72903. Quatre corps sans vie ont été tirés de décombres et leur processus d'identification est en cours, d'après le service de communication de la présidence de la République. Une équipe d'enquêteurs expérimentés, renforcée par des experts de la Monusco, se trouvent sur le lieu du crash pour des investigations préliminaires approfondies. L'Antonov 72 assurant la logistique présidentielle avait disparu jeudi 10 octobre entre Goma et Kinshasa, avec à son bord huit personnes, d'après un communiqué de l'Autorité de l'aviation civile.

Ituri : la population de Biakato sensibilisée sur Ebola. Une mission conjointe des gouvernements provinciaux du Nord-Kivu et de l'Ituri ainsi que la Monusco s'est rendue lundi 14 octobre à Biakato dans le territoire de Mambasa, en Ituri, considéré comme actuel épice de l'épidémie à virus Ebola. Selon le gouverneur du Nord-Kivu, Carly Nzanu Kasivita, cette mission a consisté à sensibiliser la population de Biakato sur Ebola et d'évaluer la situation sécuritaire entre les territoires de Mambasa et Beni frontaliers entre l'Ituri et le Nord-Kivu. Les deux gouverneurs de province ont décidé dans le cadre de la coopération inter provinciale « de mutualiser leurs forces dans le cadre de la maladie à virus Ebola, en capitalisant l'accompagnement de la Monusco pour que cette maladie à virus Ebola puisse être éradiquée définitivement en RDC. »

Goma : libération de 24 d'enfants en conflit avec la loi. Leur libération a été obtenue grâce au plaidoyer du corps des assistants sociaux du ministère des Affaires sociales. Selon ce service, ces enfants avaient été arrêtés, la plupart, pour des faits bénins. En dépit de ce désengorgement ponctuel, l'EGEE reste confronté à d'autres difficultés, notamment le manque de nourriture. « Malgré qu'on l'ait désengorgé, cet établissement manque de matelas, des couvertures... Il n'y a pas de babouches, pas d'habits et de nourriture pour les enfants », Swedi Bushiri Constantin, coordonnateur du corps des assistants sociaux de l'EGEE. Il y des enfants qui dorment à même le sol dans cet établissement. Dans les dortoirs, il manque d'éclairage et pas même des conduites d'aération. Les conditions hygiéniques aussi y font défaut, selon la même source.

Kananga : les députés provinciaux boycottent leur session ordinaire. Les députés provinciaux ont suspendu lundi 14 octobre les travaux de la session ordinaire de septembre. Cette décision fait suite entre autres au non-paiement de leurs émoluments et frais d'installation. Joseph Kalamba a décrié les conditions sociales dans lesquelles vivent les députés

provinciaux, marquées par « la modicité du traitement en émoluments, le non-paiement cumulé de cinq mois, le non-versement des frais d'installation, le non-versement des émoluments de sessions extraordinaires de février et juillet 2019. »

Haut-Katanga : la population appelée à observer les mesures d'hygiène pour éviter « les maladies des mains sales ».

Dans un message adressé à la population, le ministre provincial de la santé demande que les mesures d'hygiène soient observées pour éviter les maladies dites des mains sales, dont le choléra et certaines maladies diarrhéiques, et qui peuvent conduire à la mort. « Les maladies diarrhéiques sont la deuxième cause la plus courante de la mortalité des enfants de moins de 5 ans. Et plusieurs études ont révélé que le lavage correct des mains réduit de plus de 40% les maladies dites des mains sales (...) Se laver les mains avec de l'eau uniquement ne protège pas du tout. Mais se laver des mains avec de l'eau courante en utilisant du savon ou à défaut la cendre, permet d'éliminer les microbes et protéger la santé », fait remarquer Joseph Nsambi Bulanda.

Beni : le maire de la ville invite la population à s'assurer de l'état sanitaire des gens qui viennent d'autres zones.

Chaque fois qu'il y aura quelqu'un qui viendra d'une zone de santé en dehors de la ville de Beni, que nous soyons en même de nous assurer de son état sanitaire », a recommandé ce mardi 15 octobre Nyonyi Bwanakawa, maire de la ville de Beni. Selon lui, la ville de Beni a totalisé vingt jours sans enregistrer un nouveau cas de la maladie à virus Ebola. Le nouveau cas qui a été enregistré le weekend dernier est un malade venu de Luemba. Il a été identifié au quartier Butili, dans la partie Nord-ouest de la ville. « Et au cas où la personne est malade, conduire si rapidement le malade au niveau d'un centre de santé pour la prise en charge. Et si le cas s'avère positif, répertorier les cas contacts trouvés autour de cette personne et les présenter auprès des équipes de la riposte pour vaccination ou pour la prise en charge. Ça va nous permettre que d'ici la fin du mois, nous soyons exempts, que la zone de santé de Beni soit exempte de tout cas de la maladie à virus d'Ebola », a affirmé Nyonyi Bwanakawa.

Rentrée académique : Thomas Luhaka annonce des réformes profondes de l'enseignement supérieur. Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire Thomas Luhaka a fustigé ce mardi 15 octobre la baisse du niveau de l'enseignement. Il a annoncé à cet effet des réformes profondes du secteur de l'enseignement supérieur afin de promouvoir la relève du système éducatif universitaire. A en croire le ministre de l'ESU, l'objectif de ces réformes est de permettre aux étudiants d'acquérir une formation pouvant leur permettre de contribuer à l'émergence de la RDC.

RDC-Justice : le procureur général près la Cour de cassation appelle à une lutte sans merci contre la corruption.

Près d'une année après son installation effective, la Cour de cassation a fait sa rentrée solennelle ce mardi 15 octobre 2019 au cours d'une audience publique. Au cours de cette audience, les hauts magistrats du pays et le bâtonnier national ont soulevé les thèmes portant sur la lutte contre la corruption et l'usage de faux en écriture. D'après Flroy Kabange, « l'infraction de corruption est diversifiée et multiple. Elle n'est pas imputable aux seuls agents publics ». Pour sa part, le bâtonnier national Matadi Wamba a attiré l'attention du public en rappelant l'adage chinois disant que « le poisson pourrit par la tête et le reste suit ». Parlant du combat contre la corruption, le bâtonnier pense que « ce combat ne doit pas se faire comme celui contre Ebola ». Car, estime-t-il, « la corruption est ancrée en nous. S'il faut l'éradiquer, il sied de réunir tous les maillons qui la composent. Dans cette lutte, « c'est le chef qui doit montrer aux autres l'exemple à suivre » a-t-il ajouté.

Le Conseil de sécurité encourage les autorités à placer les besoins des Congolais au-dessus des intérêts partisans.

Dans une déclaration à la presse publiée mardi 15 octobre par sa Présidence, les membres du Conseil ont également réaffirmé qu'il importait de respecter les engagements pris par le Président congolais Félix Tshisekedi en faveur de la recherche de l'unité nationale, du renforcement de l'Etat de droit et du respect de la liberté d'opinion et d'expression, de la lutte contre la corruption, ainsi que de l'inclusion politique et de la consolidation de la paix. L'envoyée de l'ONU en RDC, Leila Zerrougui, a fait le point de la situation dans ce pays devant le Conseil de sécurité le 9 octobre. Elle s'est notamment félicitée des nouvelles dynamiques positives en RDC à la suite de la transition pacifique du pouvoir en début d'année. Les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur préoccupation devant la poursuite de la violence dans certaines parties de l'est de la RDC, en particulier la détérioration de la sécurité au Nord-Kivu et l'insécurité persistante dans les provinces du Sud-Kivu et de l'Ituri. Ils ont réitéré leur condamnation de tous les groupes armés opérant en RDC et ont appelé tous les acteurs à mettre fin à la violence et aux violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Le Conseil de sécurité a appelé les FARDC à intensifier leurs efforts pour s'attaquer aux groupes armés et ont invité les FARDC et la Mission des Nations Unies en RDC à collaborer plus efficacement à cette fin. Ils ont exprimé leur conviction que « la Monusco a un rôle crucial à jouer pour faire face aux défis sécuritaires et humanitaires auxquels la RDC est confrontée ». Les membres du Conseil ont enfin réitéré leur préoccupation devant la situation humanitaire actuelle, la menace persistante posée par l'épidémie d'Ebola et les épidémies de rougeole et de choléra dans le pays, et ont salué les efforts concertés du gouvernement, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de la Monusco, de l'Union africaine, des organisations de la société civile et d'autres partenaires pour lutter contre le virus Ebola.